

# LE CRÉDIT NATIONAL

*Présentée et soutenue le 8 Mai 1941, à 13 heures 30*

**François PRÉVOST**

JURY { *Président* : M. Joseph BARTHÉLEMY, *professeur*.  
 { *Suffragants* { MM. BAUDIN  
 { Jean MARCHAL { *professeurs*

LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

1941



THESE  
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

# LE CRÉDIT NATIONAL

*Présentée et soutenue le 8 Mai 1941, à 13 heures 30*

FRANÇOIS PRÉVOST

JURY { *Président* : M. Joseph BARTHÉLEMY, *professeur*.  
 { *Suffragants* { MM. BAUDIN  
                           Jean MARCHAL } *professeurs*

LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

158-160, Rue Saint-Jacques

1941



## INTRODUCTION

---

« *La fonction crée l'organe* » (LAMARCK)

1918... La France et ses alliés ont gagné la guerre ; mais notre Patrie conserve comme une longue et profonde cicatrice, la douloureuse blessure des ruines accumulées durant les hostilités : la zone rouge...

Nos vaillantes populations du Nord et de l'Est ont hâte de regagner ce qui fut leur chez eux. Hélas, beaucoup ont peine à y retrouver même la trace de leurs villages... Les cimetières, encore que bouleversés, et, parfois la grande croix du clocher de l'Eglise, couchée sur les décombres, leur permettent de s'orienter dans le chaos qui s'offre douloureusement à leurs yeux.

La plupart reviennent au printemps suivant. La nature, indifférente à la folie des hommes, reprend ses droits et les arbres mutilés, eux aussi, veulent vivre encore. La zone rouge, de-ci, de-là, refléurit comme un hymne à la vie et à l'espérance...

La ténacité française, qui en a vu bien d'autres, retrouve toute sa vigueur. Pas de lamentations. Un seul cri, un seul désir ardent, aider à la résurrection de la terre meurtrie, des villes saccagées, des exploitations anéanties : reconstruire.

Hélas ! la guerre a passé là... Longtemps le spectacle de ces ruines matérielles s'offrira à nos regards, encore sont-ce là les plaies les plus apparentes,

D'autres, non moins pénibles et souvent irréparables, existent aussi : familles dispersées, ruinées, torturées par la mort d'êtres chers dont, trop souvent hélas, le chef de famille tué au Champ d'Honneur. Mais la vie reprend ses droits. Comme on peut, de fortune, on s'organise, on s'accroche au sol reconquis, pour se grouper et essayer de reconstituer ce qui reste des foyers détruits.

Encore l'aspect physique et moral n'est-il qu'un côté du problème. Il y a aussi l'ordre administratif et l'ordre social, qu'il faut reconstruire dans les régions libérées de la présence des envahisseurs. Il faut, et dans les provinces recouvrées et dans les départements qui furent occupés, créer un organisme administratif nouveau, recréer, là aussi. Des difficultés innombrables surgissent. Le pouvoir législatif s'emploie au mieux à les affronter. Pour faire face à de pressantes et douloureuses nécessités apparues soudain, lois, décrets, arrêtés ministériels, circulaires, sous la poussée de la vie renaissante, parfois avec trop de hâte, souvent avec trop de lenteur, donnent des directives, tracent des règles, dictent des décisions, pour réduire et éliminer les difficiles problèmes qui se posent à l'Etat.

Ainsi s'élabore un droit nouveau, le statut des régions libérées. Il trouve son fondement dans la déclaration de solidarité nationale et la loi du 26 décembre 1914, dont nous aurons bientôt à parler.

Dans l'ensemble de ces mesures législatives et administratives, au milieu de cette accumulation de textes, la Loi du 17 avril 1919 apparaît comme la pièce maîtresse d'où rayonnent les autres initiatives en vue de reconstituer les régions dévastées, les plus riches peut-être avant la guerre, désormais les plus meurtries de notre Patrie. Notons tout de suite ce fait capital, car, ainsi que nous le verrons

bientôt, l'institution du Crédit National a été une conséquence immédiate, directe de cette loi, élément axial du problème de la réparation des dommages de guerre.

Ainsi pour bien comprendre la genèse de l'institution du Crédit National, nous allons être amené à rappeler comment ce problème épineux et vital pour la France s'est posé au gouvernement. Cette question domine et conditionne notre sujet.

C'est qu'en effet, devant l'énormité des sommes représentatives des dommages causés aux biens et aux personnes dans notre pays, dommages chiffrés, selon l'état fourni le 12 février 1921 à la Commission des Réparations, à la somme de 218.541.596.120 fr., ni la seule volonté ardente de reconstruire, ni les initiatives privées, ni le courage avec lequel nos compatriotes du Nord et de l'Est avaient repris possession du sol libéré, ne pouvaient suffire.

La volonté a besoin de moyens matériels pour se traduire en actes créateurs, et, en premier lieu, d'argent liquide. L'argent, qui avait été le nerf de la guerre, au grand dam de nos finances et, on devait bientôt le voir, au grand dam de la valeur de notre monnaie, apparaissait comme le nerf indispensable de la reconstruction.

Comment apprécier les dommages de chacun ? Comment se procurer les milliards nécessaires ? Par quels moyens et par quel organisme assurer les paiements aux intéressés ? Comment combler ou équilibrer l'énorme accroissement de la dette publique qui en résulterait à coup sûr ?

Tels sont les difficiles problèmes que posait au Gouvernement français la réparation des dommages de guerre occasionnés aux personnes et aux biens.

En effet, nous le verrons plus loin d'une façon plus détaillée, l'évolution doctrinale et jurisprudentielle de la

notion de la responsabilité de l'Etat, ainsi qu'un enthousiaste et profond mouvement de la solidarité nationale, avaient amené le Gouvernement français à proclamer solennellement, dans la séance du 26 décembre 1914, que la collectivité tout entière devait contribuer à réparer l'intégralité des dommages occasionnés par l'invasion.

Ce principe n'est pas contestable et n'est plus contesté par personne ; il restait à en trouver les moyens d'exécution et en cela résidait la difficulté. En face de l'énormité de la charge, on pouvait raisonnablement se demander si l'Etat serait en mesure de tenir sa promesse, quelque solennelle qu'elle fût.

C'est à ce point de vue que l'institution du Crédit National vint servir à dénouer la difficulté, par la constitution d'un organisme spécial, intermédiaire entre l'Etat et les sinistrés, pour la réalisation de cette charge écrasante. La fonction nouvelle qui incombait à l'Etat avait ainsi provoqué la naissance de l'organe nécessaire à l'accomplissement de cette tâche nouvelle.

Ces explications liminaires sommaires indiquent et tracent le cadre de cette étude. L'objet, en sera donc, après avoir rappelé les conditions générales dans lesquelles le problème de la réparation des Dommages de guerre s'est présenté à l'Etat dès l'après-guerre, de montrer tout d'abord, dans une 1<sup>re</sup> partie, pourquoi et comment le Crédit National a été constitué, quelle est son organisation intérieure, comment cet établissement a financé les dépenses des Réparations.

Dans une 2<sup>e</sup> partie, nous exposerons les extensions successives du rôle de cet établissement, par la mise en valeur du principe de solidarité nationale, à la réparation d'autres dommages que ceux de la guerre, mais affectant l'économie

générale du pays, telles les calamités publiques qui ont éprouvé le Sud-Ouest de la France et certaines parties de notre Empire Colonial.

Nous serons ainsi amené à parler de la réparation des dommages causés par les inondations de 1930, du Crédit Colonial et de l'extension du rôle du Crédit National qui en est résultée.

Tout naturellement, cette étude nous amènera à examiner l'évolution du crédit public et à exposer nos vues personnelles à ce sujet. Ce dernier point constituera notre conclusion.

Tels sont l'objet et le but de la présente étude qui vise à une contribution sur le rôle de l'Etat dans l'économie nationale, sous le signe de la solidarité et de l'union fraternelle entre Français.



## TITRE I<sup>er</sup>

---

# Des Dommages de Guerre au Crédit National

---

## CHAPITRE I<sup>er</sup>

---

### **Des secours précaires, au Droit aux Réparations**

---

#### § 1<sup>er</sup>. — *UN PRINCIPE NOUVEAU*

La fin de la guerre a vu la consécration d'un principe nouveau en France et dans le monde, principe qui fait le plus grand honneur à notre civilisation. Il a consisté, dans la déclaration solennelle du 26 décembre 1914, proclamant que désormais la totalité des dommages causés aux personnes et aux biens doivent être à la charge de la collectivité tout entière.

Principe de justice d'abord. A l'arbitraire jusqu'alors suivi en la matière, il a substitué la notion d'un droit acquis et d'une dette de la collectivité.

Principe fécond aussi, émanation directe du fait de la cohésion de la nation française ; lien réel et sensible qui souligne le sentiment national exprimé par l'âme française.

Principe non moins fécond et important du point de vue international, car il repose sur l'idée exprimée par l'article 231 du traité de Versailles, qu'en temps de guerre, l'agresseur sera tenu de réparer les torts causés. Désormais, par conséquence de ce principe, toute paix juste devra mettre à la charge de l'agresseur la réparation des dommages causés par lui.

Sur le plan international, les faits l'ont trop bien souligné par la suite, ce principe de justice et de morale a été jusqu'ici souvent mis en échec. Il n'en reste pas moins que, peu à peu, la conscience internationale s'imprègne de ce principe et qu'on peut espérer qu'un jour viendra où le fait social international aura pris une telle force dans la conscience universelle, que la crainte d'un châtement matériel de cette nature mette enfin un frein puissant aux entreprises de domination des nations belliqueuses.

## § 2. — *L'ÉVOLUTION DE LA RESPONSABILITÉ DE L'ÉTAT EN MATIÈRE DE DOMMAGES DE GUERRE*

Jusqu'à la guerre de 1914-1918, malgré l'extension considérable prise par la notion de la responsabilité de l'Etat, les dommages résultant de la guerre et de l'activité diplomatique n'étaient pas reconnus comme devant être nécessairement et obligatoirement à la charge de l'Etat.

Mais en présence des dommages considérables causés par des destructions souvent systématiques et de celles résultant de la guerre terrestre et sous-marine, sous la pression de la conscience nationale profondément émue et pénétrée de l'idée que ces dommages affectaient la collectivité tout entière et que, partant, elle devait assumer la charge de la reconstitution des torts et dommages occasionnés par l'in-

vasion à une partie d'elle-même, le Parlement français avait été amené à proclamer solennellement ce principe et à décider, le 26 décembre 1914, « qu'une loi spéciale déterminerait les conditions dans lesquelles s'exercerait le Droit à la réparation des dommages matériels résultant « des faits de guerre ».

Ce fut l'objet de la loi du 17 avril 1919 sur les dommages aux personnes et des lois des 24 juin 1919 et 28 juillet 1921 sur les dommages aux personnes, victimes civiles de la guerre.

Ce n'est pas cependant que ne se soit posé à l'Etat, bien avant 1914, la question de savoir si l'Etat est tenu de réparer les dommages causés à ses nationaux par les faits et opérations de guerre, tant du fait de nos armées que de celui des armées étrangères, mais c'était la première fois dans le monde qu'un Parlement érigeait la réparation en principe supérieur s'imposant, comme un droit, au profit des victimes et à charge de la collectivité nationale.

Cette consécration a été l'aboutissant d'une longue évolution de l'idée de responsabilité de l'Etat pour fait de guerre. Elle a suivi celle du concept nation et de l'unité de la Patrie. Elle déborde aujourd'hui ce cadre pour tendre à embrasser la collectivité internationale.

\*  
\* \*

*Vae Victis...* Longtemps cette imprécation a dominé le fléau de la guerre. Malheur aux vaincus, c'est-à-dire aux habitants des pays envahis ou soumis par la force. Il ne leur restait que « leurs yeux pour pleurer », comme le dit la forte expression populaire.

La guerre, avec ses massacres, ses souffrances, ses destructions sans nombre, passait-elle comme une tornade sur une région, la paix revenue, heureux encore ceux qui avaient pu conserver la vie et la liberté ; mais jamais pour eux il n'était question d'une réparation quelconque et encore moins d'un droit à une réparation.

Il en fut ainsi pendant une longue suite de siècles : guerres fréquentes, pillages, rançons, le fait brutal qui servait de règle, ou plutôt écartait toute règle de justice et d'humanité, c'était toujours et partout le « *vae victis* » ; qu'il s'agit de guerre entre tribus, villes, provinces ou Etats, les dommages de guerre ne donnaient aux victimes aucun droit à réparation.

Contre cet ordre barbare, l'Eglise, la première, s'est élevée, par ses commandements d'abord, puis par l'exemple de ses institutions charitables, sous mille formes. De tout temps, il s'est trouvé partout des âmes charitables qui, affligées des maux innombrables causés par la guerre, se sont efforcées de soulager ces misères par leurs œuvres, leurs dons ou leurs aumônes. Mais ces actes de charité ressortissaient seulement aux initiatives privées et se distinguaient à peine des actes courants de compassion et de charité.

Nul ne pensait, certes, à cette époque, préluder à ce qui deviendrait par la suite un droit pour les victimes et une obligation pour l'Etat.

\*  
\* \*

Sous l'influence des idées philosophiques du XVIII<sup>e</sup> siècle, des conceptions individualistes et du courant de sentimentalité générale de l'époque autour des idées de justice et d'égalité, le sentiment de pitié, à l'égard des victimes des

guerres, qui animait les personnes ou les institutions charitables, devait s'étendre et trouver une première consécration législative au cours de la période révolutionnaire.

Le 11 avril 1792 l'Assemblée Législative vota une loi dans laquelle apparaît nettement l'influence de Grotius. Son préambule déclare : « La Justice exige l'obligation pour la « société de réparer les dommages de guerre subis par les « particuliers ». Cependant cette loi ne va pas jusqu'à reconnaître « l'obligation » et le texte ne parle encore que de « secours » donnés aux victimes, dont la quotité variera suivant la situation du Trésor et la condition personnelle du citoyen victime du dommage. Ce n'était donc pas encore la reconnaissance du droit à l'indemnité, c'était seulement l'allocation d'un secours (1).

Peu après la loi du 11 août 1792 déclarait : « Pour « donner aux nations européennes le premier exemple de « fraternité qui unit les citoyens d'un peuple libre et qui « rend commun à tous les individus du corps social le « dommage causé à un de ses membres...

« Certaine que tous les habitants des Départements « frontières trouveront dans la sollicitude fraternelle des « représentants de la nation un nouveau motif d'attachement à la Patrie et de dévouement à la cause nationale... »

En conséquence, la loi du 11 avril 1792 accordait des indemnités ou un secours, mais dans l'esprit du législateur, malgré le terme « d'indemnité », il s'agit toujours d'un secours accordé bénévolement par l'Etat et plus spécialement « aux citoyens besogneux dont le civisme n'est pas suspect ».

Par contre, la Convention par la loi du 14 août 1793,

(1) Duguet : *Traité de Droit Constitutionnel*, Tome III, pages 532 et suivantes.

consacra formellement le droit à l'indemnité dans les termes suivants : « Seront indemnisés les citoyens des pertes qu'ils « auront éprouvées ou éprouveront par l'invasion de l'enne-  
« mi sur le territoire français ou par les démolitions ou  
« coupes que la défense commune aura exigées... »

Mais cette loi ne fut jamais appliquée. La conception dont elle s'inspire ne se maintint pas ; l'idée de solidarité nationale n'avait pas encore suffisamment pénétré les esprits pour que l'obligation de réparation s'établît comme un droit en faveur des victimes de la guerre.

La loi du 14 août 1793 fut bientôt remplacée par la loi du 19 Vendémiaire de l'an VI, qui abandonne l'idée du droit à la réparation et revient à celle d'un secours volontaire de la part de l'Etat. Cette loi fait l'application de ces secours aussi bien aux victimes de la guerre qu'aux victimes d'intempéries ou de cataclysmes naturels. On verra que, dans le rôle qui a été dévolu au Crédit National, cet organisme a été amené à intervenir, par extension de son objet initial, pour la réparation de ces deux ordres de dommages.

C'est encore l'idée de secours que l'on retrouve dans la loi du 28 avril 1816, après les guerres de l'Empire.

L'art. 8 de cette loi accorde seulement un secours volontaire aux victimes de la guerre et de l'invasion, dans les termes suivants : « Outre les 10 millions accordés par le Roi  
« sur la liste civile, toutes les contributions directes arrié-  
« rées et dues au 1<sup>er</sup> janvier 1815 seront employées en dégrè-  
« vements et secours par les départements qui ont le plus  
« souffert pendant l'occupation de 1815. Le mode de répar-  
« tion sera réglé par les ordonnances du Roi ».

Sur une échelle réduite, c'est déjà l'organisation de la réparation des dommages aux régions envahies. On se préoccupe de trouver les ressources, puis de les distribuer

aux intéressés par les services des Départements, mais il ne s'agit toujours que de secours bénévoles.

En 1870-71, la France connaît encore les souffrances de l'invasion. Les mêmes difficiles problèmes de la réparation des dommages causés aux propriétés par la guerre se posent, mais la loi du 6 septembre 1871 n'accorde aux victimes qu'un secours, malgré son préambule, qui porterait à croire que, déjà, en 1871, on reconnaissait aux victimes de la guerre un véritable droit à une indemnité, sur la solidarité nationale. On y lit en effet :

« Considérant que, dans la dernière guerre, la partie  
« du territoire envahie par l'ennemi a supporté des charges  
« et subi des dévastations sans nombre ; que les sentiments  
« de nationalité qui sont dans le cœur de tous les Français  
« imposent à l'Etat l'obligation de dédommager ceux qu'ont  
« frappés dans la lutte commune ces pertes exception-  
« nelles... »

Les dispositions de la Loi ne correspondent pas à ces prémisses et ne sanctionnent pas le droit dont semble parler le préambule.

L'art. 1<sup>er</sup> porte : « un dédommagement sera accordé à tous ceux qui ont subi, pendant l'invasion, des contributions de guerre, des réquisitions, soit en argent, soit en nature, des amendes et des dommages matériels ».

L'art. 2 indique comment ces dommages doivent être constatés et l'art. 3 par. 1<sup>er</sup> ajoute : « Lorsque l'étendue de ces pertes aura été constatée, une loi fixera la somme que l'état du Trésor Public permettra de consacrer à leur dédommagement et en déterminera la répartition ».

Ce n'est pas un droit. C'est toujours le législateur qui, dans son appréciation souveraine, se réserve de fixer l'indemnité qui pourra être allouée aux victimes, en tenant compte des disponibilités du Trésor Public.

Nous avons vu comment, en 1914, devant les dévastations systématiques des armées ennemies, dans un sursaut de la conscience nationale et dans un élan, enthousiaste et unanime, le législateur français a consacré solennellement, le 26 décembre 1914, le droit des victimes à la réparation des dommages de guerre.

§ 3. — *LA CONSÉCRATION LÉGISLATIVE*  
*DU PRINCIPE NOUVEAU*

La création de la Société du Crédit National a découlé, nous l'avons dit, de la mise en œuvre de la loi du 17 avril 1919, qui met en application le principe posé par la loi du 26 décembre 1914.

Le Crédit National, à ses débuts, n'a été qu'un des rouages de l'importante organisation administrative qu'ont nécessitée les réparations et dont la loi du 17 avril 1919 est l'élément de base. Aussi, pour l'intelligence de notre sujet, et en vue de situer le rôle du Crédit National, convient-il de rappeler les dispositions générales de la loi du 17 avril 1919.

« La République proclame l'égalité et la solidarité de tous les Français devant les charges de la guerre », déclare l'article 1<sup>er</sup> de cette loi.

C'est l'expression des sentiments de fraternité et de solidarité de tous les cœurs français. On a pu écrire avec raison :

« En proclamant la solidarité nationale de tous les Français devant les charges de la guerre, le législateur n'a fait que consacrer, en lui donnant force de loi, le sentiment que suscitaient dans tous les cœurs français les ruines, les misères, les souffrances subies par les pays envahis ».

« Jamais plus que dans la dernière guerre — et aujourd'hui encore — nous n'avons senti combien nombreux et puissants sont les liens qui unissent tous les membres de ce grand corps qu'est la Patrie ; le Nord et le Midi, la Banque et l'Industrie, la campagne et les villes, tous les efforts et les efforts de tous tendent au même but : la défense du pays ; l'armée qui s'oppose à l'envahisseur se compose de soldats de toutes les régions, de toutes les classes de la Société ; de tous côtés, de toutes les façons, on fait la guerre, et chaque Français, sent bien au fond de lui-même que la défaite de la Patrie équivaldrait pour lui non pas seulement à la ruine, mais à une diminution ou à une déchéance ».

C'est l'expression de ce sentiment en un acte législatif qui devait aboutir à la réparation des Dommages de guerre et au paiement des indemnités par l'intermédiaire du Crédit National.

L'idée s'était fait jour dès le début de la guerre. « Il est évident, écrivait M. Paul Leroy-Beaulieu, dans l'Economiste Français du 3 octobre 1914, qu'on ne peut laisser toutes ces ruines à la charge des particuliers ; la collectivité nationale doit en assumer le fardeau, non pas à titre de secours, mais à titre de restitution intégrale socialement et légalement due ».

« Des hommes groupés sur un même territoire avaient vécu, unis par les liens matériels que crée une même langue, la même frontière, le même ciel, et aussi par ces liens spirituels plus forts encore que constituent les mêmes souvenirs, les mêmes origines, le même passé, les mêmes espérances. Attaqués, ils avaient lutté ensemble pour se défendre ; l'effort collectif de tous avait conjuré le danger mortel ; mais ils n'avaient pu empêcher que, pour des

« milliers d'entre eux, les principes essentiels qu'ils admettaient comme garanties de l'ordre social, la propriété, la liberté, n'aient été violés.

« La liberté ? l'ennemi les avait chassés de chez eux ou réduits en servitude. Leur propriété ? foulée aux pieds, pillée, saccagée, anéantie ; la nation s'est donc fait un devoir de rétablir l'égalité des sacrifices en décidant que ceux que la guerre avait ruinés ne seraient pas seuls à supporter leurs pertes. La nation tout entière fait son affaire de leur relèvement ; tous les citoyens s'engagent, soit à l'aide des réparations obtenues de l'ennemi, soit même par leurs propres ressources — par les services de l'Etat — à indemniser leurs frères malheureux » (1).

Un ensemble de lois de base est venu ensuite concrétiser ces désirs et ces sentiments.

La loi du 17 avril 1919 a été modifiée et complétée par la loi du 23 octobre 1919 pour la Réparation des dommages causés aux propriétés et par la loi du 24 juin 1919, modifiée et complétée par la loi du 28 juillet 1921 pour les dommages causés aux personnes non militaires.

#### § 4. — L'ECONOMIE DE LA LOI FONDAMENTALE DU 17 AVRIL 1919

Après la proclamation du principe de solidarité de l'art. 1<sup>er</sup>, la Loi du 17 avril 1919 détermine d'abord les caractères que doivent présenter les dommages pour que l'Etat soit obligé de les réparer ; ils doivent être directs, matériels et certains.

(1) Toulouse : *La réparation des dommages de guerre*. Paris 1921 :

Seuls les dommages dérivant directement des opérations de guerre sont régis par la loi. Les dommages indirects restent régis par le droit commun de la responsabilité de l'Etat.

Les dommages considérés sont ceux qui ont été subis dans la zone des armées, sans distinguer si c'était du fait de l'ennemi ou du fait des armées alliées, et le bombardement par avion dans la zone de l'intérieur ; le préjudice d'ordre moral a été écarté.

En vertu de cette loi, seul, l'Etat français s'est déclaré responsable envers les victimes de la guerre.

Elles n'ont d'autre débiteur que l'Etat français. L'Etat français, en application même du Traité de Versailles, dont on connaît ce qu'il est advenu, avait un droit de recours contre l'Allemagne.

L'art. 2, par. 1<sup>er</sup> de la loi réservait expressément ce recours dans les termes suivants : « Les dommages certains, « matériels et directs... ouvrent droit à la réparation intégrale... sans préjudice du droit de l'Etat français d'en « réclamer le paiement à l'ennemi ». Ce droit résultait expressément de l'art. 237 du Traité de Versailles.

Dans l'illusion dangereuse que la nation vaincue exécuterait les clauses du traité, on s'est bercé trop longtemps du slogan « l'Allemagne paiera » pour croire que les paiements effectués aux victimes de la guerre seraient progressivement équilibrés par ceux de l'Allemagne. Il a fallu déchanter et la charge écrasante des réparations qui ont incombé à nos budgets d'après-guerre n'a pas été la moindre cause des perturbations gouvernementales, financières et monétaires dans notre pays.

Il serait hors du sujet d'entrer dans le détail de la loi du 17 avril 1919. Il n'est cependant pas sans intérêt de

rappeler, puisque l'institution du Crédit National a eu essentiellement pour objet le paiement des dommages de guerre, que l'Etat s'est trouvé d'abord en présence d'une grave question : celle du remploi, qui s'est posée ainsi : l'Etat devait-il allouer aux sinistrés une indemnité égale à la valeur de la chose détruite en lui laissant la libre disposition de cette somme ? ou bien ne devait-il allouer l'indemnité que sous la condition qu'elle serait employée à créer une chose équivalente à la chose détruite ? La question était grave. Elle opposait deux conceptions générales du droit à réparation : la conception du droit social et celle du droit individuel. Ces conceptions se heurtèrent avec force au sein des assemblées législatives. Les tenants du droit individuel à la réparation siégeaient en majorité au Luxembourg et il est remarquable qu'ils se sont montrés plus équitables envers les sinistrés que les partisans du droit social, qui l'emportèrent longtemps au Palais Bourbon.

Devant les discussions passionnées que soulevait ce problème, le Parlement a adopté une solution transactionnelle.

Quant à l'évaluation des dommages et à la fixation des indemnités, c'était une tâche si considérable que la loi de 1919, au lieu de s'en remettre aux tribunaux ordinaires, avec la procédure des expertises, a dû créer dans chaque canton des commissions spéciales chargées d'évaluer le montant des dommages et, dans chaque chef-lieu d'arrondissement d'où dépendaient les commissions cantonales, un tribunal de dommages de guerre statuant sans appel.

La loi du 17 avril 1919 consacrait ainsi le droit à réparation, et organisait l'évaluation des dommages et la fixation des indemnités. Restait à trouver les ressources suffisantes pour en assurer le paiement aux intéressés. C'est là

que l'Etat s'est trouvé en face d'une situation qui fut à bien des égards sérieuse et angoissante.

#### § 5. — *UN DIFFICILE PROBLÈME*

L'indemnité imposée à l'Allemagne et à ses alliés par le traité de Versailles avait pour objet de réparer les dommages causés aux personnes et aux biens par son agression. L'affectation des sommes recouvrables était donc toute indiquée. Mais nous l'avons dit, la loi du 17 avril 1919 n'établissait aucun lien entre la dette de l'Etat français envers les sinistrés et les paiements de l'Allemagne.

L'Etat français s'était engagé envers eux, au nom de toute la nation, sans condition. Quel que dût être le sort des recouvrements sur l'Allemagne, il ne pouvait être et il n'a pas été question de réduire en rien les obligations contractées par l'Etat à l'égard des sinistrés. L'Etat n'y pouvait faillir.

Cette situation particulière a posé au législateur des problèmes difficiles qui l'ont placé en présence de dilemmes douloureux.

D'une part, on sentait bien qu'il fallait se montrer généreux envers chaque sinistré, que l'indemnité pour réparation des dommages matériels ne pouvait apporter qu'une faible compensation aux maux dont ils avaient souffert ; mais d'autre part, les faibles disponibilités budgétaires venaient rappeler qu'il fallait compter juste pour pouvoir tenir parole.

Par ailleurs, la justice commandait de laisser à chaque intéressé la libre disposition de son indemnité ; mais d'un autre côté, l'intérêt public voulait qu'on obligeât chacun d'eux à collaborer à l'œuvre de reconstruction, car il fallait

reconstruire au plus vite les régions dévastées, dans l'intérêt des populations et de l'économie générale du pays.

Enfin, le problème des moyens de paiement, problème primordial, dominait et conditionnait toutes autres considérations.

Au moment où les lois de 1919 furent votées, personne ne doutait que le slogan « l'Allemagne paiera », ne correspondît à la réalité. De grosses difficultés financières n'en subsistèrent pas moins, parce que nos finances avaient été épuisées par les dépenses de guerre, et que, d'autre part, la rapide reconstruction des régions dévastées obligeait l'Etat à faire l'avance des frais et indemnités. Une autre raison lui en faisait une nécessité : il apparaissait évident que l'Allemagne, à supposer qu'elle s'acquittât des sommes mises à sa charge, ne pourrait le faire que par des annuités échelonnées sur une longue période.

Or le relèvement des ruines de la guerre et la restauration de l'activité économique du pays étaient des tâches qu'on ne pouvait différer.

Ainsi l'Etat français allait se trouver dans la nécessité d'avancer lui-même les sommes destinées à la reconstitution, en attendant d'être remboursé de ses avances par les annuités allemandes. Par la force des choses, le financement des réparations tombait provisoirement à sa charge, mais il dépassait, en réalité, la capacité de paiement du Trésor français d'après-guerre.

La conséquence fut que l'Etat dut gagner du temps avec ses propres créanciers, les sinistrés, en attendant le jour, que certains tenaient déjà pour douteux ou problématique, où « l'Allemagne paierait ».

C'est dans cette pensée d'atermoiements que la loi organise l'échelonnement des paiements et se préoccupe de

procurer à l'Etat les moyens de paiements par divers procédés, au premier plan desquels figure le recours aux emprunts. C'est pour assurer le jeu et l'exercice de ces emprunts qu'un organe spécial a été créé. Cet organe d'emprunts et de distribution de crédits fut le Crédit National.

De ce qui précède, il résulte déjà que, par son origine et par son but, le Crédit National était destiné à fonctionner non pas comme une banque instituée pour les sinistrés, mais comme un guichet de l'Etat.

Il en fut à tel point ainsi, qu'au lieu de réserver toutes les ressources de cet établissement aux paiements dus aux sinistrés, le Ministre des Finances n'hésita pas à certaines heures à puiser dans ses caisses pour régler d'autres paiements de l'Etat.

Né des principes consacrés par l'art. 231 du traité de Versailles et par la loi du 17 avril 1919, le Crédit National devait être l'intermédiaire entre le Trésor et les intéressés et préposé au règlement des dommages de guerre.

Cet organisme aurait suffi, si l'Allemagne se fût empressée d'exécuter ses engagements et si au fur et à mesure des paiements aux sinistrés, ses versements eussent comblé le vide des caisses. Il n'en fut pas ainsi.

Peu à peu l'illusion que « l'Allemagne paierait » se dissipa. Dès 1925, la réalité s'était à tel point imposée que le budget des dépenses recouvrables, qui, jusqu'alors avait constitué un budget à part, dut être incorporé au budget général.

Après avoir ainsi situé dans le temps et dans ses causes la création du Crédit National, il faut à présent examiner ce qu'est cette institution, dans ses statuts, dans son fonctionnement et passer en revue les moyens par lesquels cet établissement s'est procuré les ressources nécessaires par des émissions successives.

Ce sera l'objet du chapitre suivant.



## TITRE II

---

# L'institution du Crédit National

---

## CHAPITRE I<sup>er</sup>

---

### La Charte fondamentale de l'Etablissement

---

#### § 1<sup>er</sup>. — PRÉLIMINAIRES

L'organisme financier qu'est le Crédit National ne se différencie pas par la forme des sociétés bancaires ordinaires.

Il affecte, en effet, la forme d'une société anonyme sous le régime de la Loi de 1867. De cette particularité due aux apparences et aux mots, le public a été d'abord dupe, de telle sorte que certains avaient cru y voir une sorte de banque instituée pour les sinistrés. Nous avons dit qu'il n'en est rien. Le Crédit National n'est en réalité qu'un guichet de l'Etat. L'examen des conventions aux fins de création de cet établissement et de ses statuts fera mieux apparaître ce caractère et celui de la mainmise directrice de l'Etat en vue de réaliser le but bien défini que nous avons indiqué.

L'institution de cet établissement résulte d'une convention passée entre :

1°) M. L. L. Klotz, Ministre des Finances, agissant au nom de l'Etat,

d'une part ;

2°) M. Charles Laurent, Premier Président honoraire de la Cour des Comptes, agissant pour le compte d'une société anonyme à constituer sous la dénomination de « Crédit National » pour faciliter la réparation des Dommages causés par la guerre.

Cette convention a été ratifiée par la loi du 10 octobre 1919, promulguée par M. Raymond Poincaré, Président de la République, ce qui souligne le caractère étatique du Crédit National.

Cette loi spécifie, *art. 2*, que le Crédit National est subrogé à l'Etat dans le privilège de l'*art. 2103* du Code Civil accordé à l'Etat par l'*art. 5* de la loi du 17 avril 1919 pour le remboursement des avances consenties, en vertu de l'*art. 1*, *parag. 2* de la convention approuvée.

*Art. 3.* La loi affranchit de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières les intérêts des avances consenties par le Crédit National en vertu de la dite convention au moyen de fonds provenant de l'émission des obligations, titres ou valeurs soumis eux-mêmes à l'impôt sur le revenu. En outre, le Crédit National est autorisé à émettre, après autorisation spéciale du Ministre des Finances; des obligations bénéficiant du privilège de l'*art. 7* de la dite convention.

Enfin, assimilant les obligations gagées par l'Etat aux titres d'Etat, la loi dispose qu'elles peuvent servir d'emploi aux fonds des incapables, des communes et des établissements publics et d'utilité publique.

§ 2. — ANALYSE DE LA CONVENTION DU 7 JUILLET 1919

L'art. 1<sup>er</sup> définit les buts de l'institution, qui sont les suivants :

« Le Crédit National effectue dans les conditions prévues par la loi du 17 avril 1919, par les Décrets et arrêtés pris pour l'application de cette loi et par la dite convention, les opérations suivantes :

1<sup>o</sup>) Verser aux ayants droit, pour le compte de l'Etat et dans la limite des ressources que le Crédit National aura réalisées, tout ou partie des indemnités payables en espèces et qui leur seront allouées en toute propriété en vertu de la loi du 17 avril 1919, et effectuer le service des intérêts dus à propos de ces indemnités ;

2<sup>o</sup>) Consentir — pour le compte de l'Etat — et dans la même limite, tout ou partie des avances complémentaires, d'une durée maxima de 25 ans, prévues à l'art. 5 de la dite loi ainsi que celles prévues à l'art. 44.

L'art. 5 paragr. 50 de la loi du 17 avril 1919, auquel la convention renvoie, spécifie :

.....  
« Sous condition de emploi, la somme correspondante à la dépréciation résultant de la vétusté est allouée en toute propriété à l'attributaire jusqu'à concurrence d'une somme de 10.000 fr. et, pour le surplus, elle fait l'objet, sur la demande de l'attributaire, d'avances remboursables par lui à l'Etat en 25 années à partir de l'année qui suivra le dernier versement et productives d'un intérêt de 3 %.

« Sous la même condition, la dépréciation pour vétusté ne pourra excéder 20 % du coût de la construction à la veille de la mobilisation, en cas d'immeubles servant exclusivement à l'exploitation rurale.

« Pour le remboursement de ces avances, l'Etat jouit d'un privilège qui est inscrit au premier rang des privilèges réglementés par l'art. 2103 du Code Civil ».

L'article 44 de la loi du 17 avril 1919 déclare :

« Si l'attributaire procède au remploi en ce qui concerne, soit les immeubles, dans les conditions prévues aux art. 4 et 5, soit les biens meubles, ou s'il prend, devant la commission cantonale ou le tribunal des dommages de guerre, l'engagement de procéder à ce remploi ou à cette reconstitution, il a droit, sans justification, dans le délai de deux mois à dater de la remise du titre, à un premier acompte de 25 % sur la somme allouée pour la perte subie, sans que cet acompte puisse être inférieur à 3.000 fr. si la perte subie est égale ou supérieure à ce chiffre, ni supérieure à 100.000 fr., à moins qu'il ne justifie devant le Tribunal des dommages de guerre d'un emploi ou de besoins immédiats plus considérables, notamment par la production de quittances, comptes, factures, notes de livraison ou commandes acceptées par les fournisseurs.

« Quand le paiement de la perte subie est totalement effectué, le montant des frais supplémentaires est versé, dans les mêmes conditions, sur présentation du titre complémentaire.

« Il en est de même pour l'excédent de la valeur de remplacement sur le montant de la perte subie en ce qui concerne les biens meubles visés aux n<sup>os</sup> 1 à 4 du paragr. 4 de l'art. 13.

« Les sommes allouées à l'attributaire pour la réparation des dommages causés aux meubles visés au paragr. 2 de l'art. 13 de la présente loi seront payés après épuisement de toutes autres sommes dues au dit attributaire à quelque titre que ce soit.

Si, après affectation du montant des frais supplémentaires à la reconstruction d'immeubles ou à la reconstitution d'une exploitation, l'attributaire use de la faculté qui lui est réservée par le paragr. 5 de l'art. 5, la somme correspondante à la dépréciation résultant de la vétusté lui est versée sur présentation du titre spécial au fur et à mesure des justifications d'emploi.

« Indépendamment de l'application des dispositions ci-dessus et avant toute évaluation des dommages de guerre, il peut être alloué aux sinistrés, pour répondre aux besoins les plus urgents, des avances, dont les conditions d'attribution sont fixées de concert par le Ministre des Régions libérées et par le Ministre des Finances ».

Outre le service de ces paiements et avances, l'art. 2 de la convention du 7 juillet 1919 prévoit pour le Crédit National la possibilité de consentir, jusqu'à concurrence d'une somme globale de 500 millions, des avances, d'une durée maxima de 10 ans et minima de 3 ans, en vue de faciliter la création, le développement ou la remise en marche d'exploitations industrielles et commerciales établies en France et appartenant à des Français.

Cet article conférait déjà au Crédit National un rôle qui devait être important et qui contenait en germe une activité appelée à s'élargir considérablement dans le sens d'une aide pour la reprise économique du pays.

Ces avances et paiements, aux termes des articles 4 et 5, sont effectués sous la responsabilité du Crédit National, qui n'assume aucune autre responsabilité vis-à-vis de l'Etat ou des ayants droit que celle résultant des décrets, arrêtés ou instructions donnés par le Trésor.

Après avoir déterminé ainsi l'objet du Crédit National, la convention prévoit le moyen de procurer à cet établissement les fonds nécessaires à ces fins. A cet effet, *l'article 3 dispose* :

Le Crédit National réalisera, par l'émission d'obligations, les sommes qu'il pourra se procurer en vue des opérations précitées.

Les modalités de délivrance des titres aux intéressés et des paiements font l'objet d'un règlement intérieur, que nous aurons l'occasion d'analyser plus loin.

Les avances prévues ci-dessus sont productives d'intérêts, dont le taux est fixé par le Conseil d'administration et modifiable pour les affaires non traitées.

« Toutefois le total du taux de revient et de la contribution prévue à l'art. 12, qui organise une réserve spéciale, ne peut dépasser de plus de 1 % le taux de revient en intérêts, primes et lots des obligations en circulation au moment de la fixation du taux d'intérêt des avances en question » (art. 5).

L'Etat participe aux charges de la façon exposée à l'art. 7 :

Les annuités nécessaires sont inscrites chaque année au budget pour assurer le service d'intérêt, le remboursement, et, s'il en existe, les primes et lots des obligations que le Crédit National aura émises après autorisation.

Afin de faire face aux dépenses d'exploitation, ces annuités, calculées d'après la charge effective assumée par le Crédit National à raison de ses émissions, sont majorées d'un pourcentage de 0,25 % par an pendant les 10 premières années ; majoration réduite à 0,125 % par an par la suite, sans que le résultat de ces majorations puisse dépasser de plus de 500.000 fr. le montant des dépenses d'exploitation.

En cas d'insuffisance, la Société a la faculté de demander la revision des dites majorations et, à défaut d'accord, pourrait entrer en liquidation.

Une discrimination est faite entre les dépenses d'exploitation des obligations gagées et celles des obligations non gagées.

L'éventualité d'émission d'obligations libellées en monnaie étrangère fait l'objet d'une disposition de garantie de change à charge de l'Etat.

Les articles 9 et 10, qui règlent les questions comptables de versements entre le Trésor et le Crédit National, fixent à 10 millions le montant du fonds de roulement laissé à la disposition du Crédit National.

Un fonds spécial de réserve est constitué, en vertu de l'art. 120, par une discrimination qui porte sur la contribution de 1 % dont il a été parlé ci-dessus. Cette contribution se décompose de la façon suivante :

0.50 % pour alimenter une réserve spéciale pour risques de contrats en cours.

0,50 % à la disposition du Conseil d'Administration. Toutefois des ajustements sont prévus par l'article 12, pour le cas où, déduction faite de la contribution ci-dessus, le taux de revient moyen en intérêt des avances consenties en exécution de l'art. 2, serait inférieur de plus de 0,25 au taux de revient moyen, en intérêts, primes et lots des obligations (compte tenu des impôts, s'ils ne sont pas laissés à la charge des porteurs).

Pour établir la comparaison ci-dessus, il est spécifié que le taux de revient moyen des obligations sera calculé d'après le prix d'émission de chaque sorte d'obligations en circula-

tion pendant l'année précédente et au prorata du montant de chacune de ces sortes, et du temps pendant lequel elles sont restées en circulation au cours de la dite année. -

De même, le taux de revient moyen en intérêt des avances consenties en exécution de l'art. 2, sera calculé d'après les contrats d'avances, au prorata du montant de chacune d'elles et du temps pendant lequel elles seront restées en cours pendant la dite année.

Jusqu'à ce que la réserve spéciale pour contrats en cours dont il vient d'être question ait atteint les 30 % du montant des avances effectuées, le Trésor s'oblige à verser à cette réserve les sommes lui revenant d'après l'art. 8 et sa part dans les bénéfices annuels.

Les obligations gagées par une annuité inscrite au budget de l'Etat n'entrent pas dans ce calcul. Ces dispositions d'ordre intérieur et comptable, régissant les rapports entre le Trésor et le Crédit National, sont complétées par la désignation des comptes spéciaux A'' B'' C'' ouverts et les modalités de versement au Trésor ou par le Trésor au Crédit National pour leur exécution (art. 12, 13 et 14 de la dite convention).

En contre-partie de sa direction et de son concours, l'Etat s'est réservé une participation aux bénéfices. En vertu de l'article 14, jusqu'à entier remboursement des 500 millions concernant les avances comprises sous l'article 2, l'Etat a droit, dans les conditions et après prélèvements prévus par l'article 64 des statuts de la Société, à la moitié du solde des bénéfices de celle-ci.

L'article 16, qui envisage le terme des opérations et leur liquidation, dispose, en outre, que toutes les sommes consacrées aux avances faites en vertu de l'article 2 seront

réservées par le Crédit National à l'Etat ou portées au compte de celui-ci au bout de 50 ans au plus tard.

Le fonds de réserve spécial pour contrats en cours sera liquidé à la même époque et après amortissement des pertes, de quelque nature qu'elles soient. Le solde net de cette réserve sera alors réparti à raison de :

50 % à l'Etat ;

50 % à la disposition de l'assemblée générale de la Société, qui décidera alors de l'affectation à lui donner.

De tous les bénéfices résultant de ses opérations, le Crédit National garde la libre disposition, sous sa seule responsabilité, sauf toutefois la réserve spéciale dont il est parlé ci-dessus.

En réalité, l'ingérence de l'Etat dans l'activité du Crédit National est telle, et les règles et le cadre d'action de cet organisme si nettement définis, si justifiés d'ailleurs puisque le Crédit National est surtout d'essence étatique et poursuit des fins d'intérêt général, que cette disposition apparaît surtout comme une pétition de principe.

Le caractère de guichet de l'Etat qu'a surtout le Crédit National apparaît davantage encore dans la disposition finale de l'article 18, suivant laquelle le Trésor mettra à la disposition de la Société, pour ses paiements, les services des Trésoreries générales (dont l'Etablissement n'est en fait qu'une annexe), des recettes particulières et des perceptions, ou des autres agents auxquels l'Etat pourrait avoir recours pour l'exécution de la loi.

En résumé, il se dégage nettement de l'analyse de la convention fondamentale du 7 juillet 1919 que l'Etat n'a point visé, bien qu'il ait eu recours à la forme extérieure, la constitution d'une Banque spéciale pour les sinistrés des régions envahies. L'Etat a voulu ici, appliquant l'idée de

spécialisation et, dans une certaine mesure, celle d'économie mixte, instituer un organisme annexe du Trésor pour faciliter l'exercice du rôle de ce dernier en ce qui a trait à la réparation des dommages de guerre.

D'autres conventions, dont nous parlerons à l'occasion des secours pour calamités publiques, de l'aide en vue du redressement économique du pays et du Crédit Colonial sont intervenues postérieurement entre l'Etat et le Crédit National, parallèlement au rôle du Crédit Foncier, notamment. Mais en ce qui concerne le rôle primordial du Crédit National pour la réparation des dommages de guerre, la convention dont nous venons de présenter une analyse reste toujours l'élément primordial.

Par la suite, soit à cause de la carence de l'Allemagne, soit à cause du plus ou moins grand succès des émissions de l'établissement, il a fallu élargir et assurer la source d'alimentation des caisses du Crédit National. Dans ce but, une loi du 18 juillet 1925 a approuvé l'avenant du 7 juillet 1925 à la convention du 7 juillet 1919. Il dispose que l'article 3 de la dite convention est modifié comme suit :

« Le Crédit National effectuera les opérations précitées, « soit en se procurant les sommes nécessaires par l'émission « d'obligations, soit au moyen des fonds mis à sa disposition « par l'Etat ».

Aux termes des dispositions finales de la convention du 7 juillet 1919 (art. 19), le Crédit National devait être constitué dans un délai de 45 jours à dater de la promulgation, qui eut lieu le 10 octobre 1919 par la loi rapportée au début de ce chapitre.

Aux termes de l'art. 8 de cette loi : Les statuts du Crédit National et toutes les modifications ultérieurement apportées,

pour devenir définitives, doivent être approuvés par décret en Conseil d'Etat.

Les statuts de la société dite « Crédit National pour faciliter la réparation des dommages de guerre » ont été approuvés par un décret en date du 20 novembre 1919.

Nous venons de parler de l'institution de cette société spéciale. Référons-nous à présent à ses statuts pour connaître les détails de sa constitution.

## CHAPITRE II

---

### **Les Statuts du Crédit National**

---

#### § 1<sup>er</sup>. — *LES STATUTS ORIGINELS*

La Société du « Crédit National pour faciliter la réparation des dommages causés par la guerre », qui constitue une société anonyme dans les formes de la loi du 24 juillet 1867, a été formée suivant acte reçu par M<sup>es</sup> Moynet et Hondard, Notaires à Paris, le 17 novembre 1919 et s'est constituée définitivement le 20 du même mois.

Elle est régie par les statuts ci-dessous analysés, ainsi que par la convention du 7 juillet 1919 approuvée par la loi du 10 octobre 1919.

La Société a pour objet :

1<sup>o</sup>) Dé verser aux ayants droit, pour le compte de l'Etat et dans la limite des ressources qu'elle aura réalisées ou des sommes que l'Etat mettra à sa disposition, tout ou partie des indemnités payables en espèces et qui leur seront allouées en toute propriété, en vertu de la loi du 17 avril 1919, ou des lois subséquentes relatives aux dommages de guerre, et d'effectuer le service des intérêts dus à propos de ces indemnités ;

2<sup>o</sup>) De consentir pour le compte de l'Etat, et dans la même limite, tout ou partie des avances complémentaires d'une durée maxima de 25 ans, prévues aux art. 5 et 44 de la dite loi ;

Pour le remboursement de ces avances, le Crédit National est subrogé dans le privilège de l'art. 2103 du Code Civil, accordé à l'Etat par l'art. 5 de la loi du 17 avril 1919 ;

3° De consentir, sous sa responsabilité, des prêts d'un montant maximum de 10 millions par emprunteur et d'une durée qui ne peut être supérieure à dix ans et inférieure à trois ans en vue de faciliter la création, le développement ou la remise en marche d'exploitations industrielles ou commerciales établies en France, en Algérie ou dans les Colonies, pays de protectorat ou sous mandat, appartenant à des Français.

Les particuliers et les sociétés privées peuvent seuls bénéficier des paiements et des avances prévues aux paragraphes ci-dessus. La Société ne peut recevoir aucun dépôt ni d'espèces, ni de titres, consentir aucunes autres avances que celles visées ci-dessus, escompter aucun effet de commerce ou autre, faire aucune négociation de titres, ni aucune opération de banque autres que celles nécessaires à la réalisation de son objet social tel qu'il est défini ci-dessus.

Toutefois pour le paiement des opérations prévues par la loi du 28 juillet 1928 (livraison de produits français à l'étranger, faites à des administrations publiques ou à des sociétés étrangères concessionnaires de services publics dont le paiement peut être garanti partiellement par l'Etat), le Crédit National peut escompter les bons émis par les Etats étrangers (y compris leurs Dominions, leurs Colonies, etc.) ainsi que par les sociétés étrangères chargées de services publics, dans la limite où ces bons, libellés en francs français et payables à Paris, sont garantis par l'Etat.

Pour ces opérations et contrairement aux indications énumérées au paragraphe 3 ci-dessus, les délais maximum

et minimum sont respectivement fixés à 12 et 2 ans et le maximum de 10 millions n'est pas applicable.

La Société a, en outre, pour objet de verser aux collectivités, pour le compte de l'Etat et dans la limite des ressources réalisées à cet effet, les subventions visées par l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 11 juillet 1933 et autres conventions dont nous aurons à parler en soulignant l'extension du rôle de la Société.

Le siège de la Société est à Paris. Sa durée est de 99 ans, du 20 novembre 1919 au 20 novembre 2018, sauf le cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévue aux Statuts.

Le fonctionnement de la Société est assuré au moyen d'une majoration des annuités inscrites au budget de l'Etat pour le service des obligations émises. Cette majoration est, pendant 20 ans, de 0,25 % sur les 10 premiers milliards, de 0, 125 % sur les suivants ; elle est susceptible d'être révisée — en plus ou en moins — suivant les résultats de l'exercice.

D'autre part, une contribution de 1 % au maximum par an sera prélevée sur l'intérêt des avances que la Société consent sous sa responsabilité. Cette contribution sera affectée jusqu'à concurrence de 50 % à la constitution de réserve pour risques de contrats en cours, le surplus étant laissé à la disposition du conseil d'administration.

Le Crédit National a passé en mars 1929 et en avril 1930 avec l'Etat deux conventions qui l'ont autorisé à apporter son concours aux habitants de la Guadeloupe, victimes d'un cyclone en septembre 1928 et aux habitants du Sud-Ouest de la France, victimes des inondations de 1930. Une nouvelle convention avec l'Etat a été signée en 1931, en vue de permettre au Crédit National de prêter son concours aux exploitations industrielles, commerciales et agricoles établies aux Nouvelles Hébrides par des Français ou des protégés

français, en vue de la consolidation de leurs dettes. Une convention signée avec l'Etat en 1932 et approuvée par la loi du 14 avril 1932 a permis au Crédit National de consentir des prêts (dans une limite maxima de 40 millions), aux exploitations industrielles et commerciales établies dans la colonie de la Réunion par des Français victimes du cyclone du 4 février 1932.

L'administration de la Société est confiée à un Conseil composé du directeur général, des directeurs et des administrateurs.

Le directeur général préside le Conseil d'administration ; en cas de partage, sa voix est prépondérante. Il est chargé de la direction de toutes les affaires sociales avec deux directeurs, ces derniers dans la limite des fonctions que le directeur général leur délègue.

Le directeur général et les directeurs sont nommés par décret sur la présentation du conseil d'administration.

— Le directeur général doit être propriétaire de 100 actions, et les directeurs, chacun de 50 actions, inaliénables pendant la durée de leurs fonctions.

— Les administrateurs, nommés pour 6 ans, sont au nombre de 20 au moins et de 24 au plus ; ils doivent être propriétaires pendant la durée de leurs fonctions de 50 actions chacun.

— Les administrateurs sont toujours rééligibles.

Le Conseil d'administration se réunit au moins une fois par mois. Nul n'y peut voter par procuration ; la présence de la moitié au moins des membres est nécessaire pour la validité des délibérations.

Les administrateurs, le directeur général et les directeurs ne contractent en cours de gestion aucune obligation

personnelle ni solidaire relativement aux engagements de la Société ; ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

En outre, 3 censeurs, nommés chaque année par l'Assemblée générale et rééligibles, assistent aux séances du conseil, avec voix consultative ; ils surveillent la création des obligations et leur émission et ont sur la comptabilité, la caisse et le portefeuille un droit permanent de contrôle et de vérification.

L'assemblée générale ordinaire annuelle a lieu en juin. Elle est composée des actionnaires possédant au moins 20 actions et inscrits sur les registres de la Société 16 jours au moins avant la date de la réunion. Chaque membre de l'assemblée a autant de voix qu'il possède ou représente de fois 20 actions, sans pouvoir disposer comme mandataire de plus de 200 voix en plus de celles inscrites à son nom.

— L'année sociale est du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre.

— Sur les bénéfices, il est prélevé :

1° 5 % pour la réserve légale ;

2° un premier dividende de 6 % ;

3° toutes sommes pour réserves supplémentaires ou reports nouveaux.

— Le solde, jusqu'à entier remboursement de 500 millions prélevés sur le produit des émissions et affectés aux prêts consentis par la Société, se divise en deux portions proportionnellement d'une part, aux obligations gagées par une annuité inscrite au budget de l'Etat et affectée aux prêts ; et, d'autre part, au capital de la société et à ses réserves, autres que la réserve pour contrats en cours, et aux obligations non gagées par une annuité inscrite au budget de l'Etat.

La 1<sup>re</sup> portion est répartie à raison de : 50 % à l'Etat

50 % aux actionnaires

La 2<sup>e</sup> est acquise en entier à ces derniers.

Le capital social, fixé à 100 millions de francs, est divisé en 200.000 actions de 500 fr. chacune, et susceptible d'augmentation ou de réduction après délibération de l'Assemblée générale.

Au cas d'augmentation du capital, les nouvelles actions seraient réservées aux titulaires des actions existantes proportionnellement aux titres possédés par chacun d'eux.

Le capital est représenté par des espèces en caisse à la Banque de France ou au Trésor, ou par des bons obligations et rentes de l'Etat Français, ou par des titres admis en garantie des avances de la Banque de France, ou par des reports pratiqués par ministère d'un agent de change, sur les valeurs cotées au marché officiel.

Les règles de souscription et de délivrance des titres provisoires et définitifs d'actions se réfèrent aux règles générales des sociétés anonymes ordinaires, sauf quelques particularités.

Notamment il a été spécifié que les actions devaient rester nominatives, même après leur entière libération, pendant un délai d'au moins 10 ans à dater de la constitution de la Société.

La cession des actions est, en outre, soumise à un contrôle plus rigoureux, dont le mécanisme est exposé dans les art. 15 et 16. Les actions sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par action.

L'art. 19 rappelle que les actionnaires ne sont responsables que jusqu'à concurrence du montant de leurs actions et l'art 20, tirant une conséquence logique du caractère spécial de la Société, organisme d'Etat, décide que :

« les représentants ou créanciers d'un actionnaire ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et papiers de la Société, ni s'immiscer en aucune manière dans son administration ; ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de l'Assemblée générale ».

#### *Emissions d'obligations.*

En dehors de son capital et de ses réserves, ou des fonds mis à la disposition de l'établissement par le Trésor lui-même, la Société ne peut se procurer de ressources que par l'émission d'obligations dont le produit est exclusivement destiné aux indemnités allouées par l'Etat aux particuliers et sociétés privées victimes des dommages de la guerre et aussi des cyclones, inondations et autres accidents dus aux entreprises en vertu des conventions spéciales intervenues ultérieurement et payables en espèces ou avances autorisées par les statuts.

Les émissions d'obligations sont décidées sur la proposition du conseil d'administration par l'assemblée générale annuelle ou, s'il est nécessaire, par une assemblée générale, convoquée extraordinairement. Toutefois, dès la constitution, le conseil d'administration a été autorisé à procéder à l'émission d'obligations jusqu'à concurrence d'un capital nominal de 5 milliards de francs.

Chacune de ces émissions, même celles qui ne bénéficient pas de la garantie de l'Etat, est autorisée par un arrêté du Ministre des Finances, qui en fixe les modalités.

Par ailleurs, il avait été stipulé qu'un règlement intérieur, dont nous parlerons bientôt, déterminerait tout ce

qui n'était pas réglé par les statuts ou par la convention annexée à la loi du 10 octobre 1919, les modalités des opérations sociales, notamment, en ce qui concerne les émissions d'obligations et les avances que la Société était autorisée à faire.

Enfin les statuts indiquent que toutes les contestations qui peuvent s'élever entre les associés sur l'exécution des statuts, ressortissent à la juridiction des tribunaux de la Seine. Au surplus, les contestations touchant à l'intérêt général et collectif de la Société ne peuvent être dirigées, soit contre le conseil d'administration ou l'un de ses membres, soit contre le directeur général, qu'au nom de la masse des actionnaires et en vertu d'une délibération de l'Assemblée générale.

## § 2. — *LES MODIFICATIONS ULTÉRIEURES APPORTÉES AUX STATUTS*

Ces statuts ont subi, par décret, au cours des années qui ont suivi, diverses modifications de détail, dont on trouve l'explication dans les exposés des motifs des divers décrets intervenus à ces fins.

Les modifications portent sur les points énumérés par chacun de ces décrets et les exposés des motifs que nous rapportons ci-dessous en fournissant le commentaire à la fois précis et détaillé.

*Décret du 31 décembre 1922.*

Paris le 29 décembre 1922.

Les actionnaires du Crédit National se sont réunis le 31 mai 1922 en assemblée générale extraordinaire, en vue

d'apporter une modification à l'art. 34 des statuts, relatifs aux pouvoirs du conseil d'administration.

La loi de 1867 sur les Sociétés n'admet, en effet, comme acte d'administration courant, que la mainlevée avec constatation de paiement. Mais pour les Sociétés dont le rôle est d'effectuer des prêts, la mainlevée sans paiement est également un acte normal et fréquent. Son accomplissement, chaque fois qu'il y a lieu d'y procéder, ne saurait exiger la convocation d'une assemblée générale.

Les actionnaires du Crédit National ont estimé que l'exercice de la mainlevée sans paiement pouvait être confié au Conseil d'administration, selon la procédure en usage dans les établissements qui poursuivent un but analogue, le Crédit Foncier, par exemple.

La résolution suivante a été soumise à l'assemblée et adoptée à l'unanimité.

« Au 1<sup>er</sup> paragraphe de l'art. 34 ainsi rédigé : « Le conseil délibère sur toutes les affaires de la Société autres que celles réservées exclusivement au directeur général, notamment sur tous traités, transactions, compromis, transferts de rentes sur l'Etat ou autres valeurs ».

Il y a lieu d'ajouter : « il délibère en outre sur tous désistements de droits, actions, privilèges et hypothèques, sur toutes mainlevées d'inscriptions, saisies et oppositions, le tout sans paiements ».

Aux termes de l'art. 8 de la loi du 10 octobre 1919, approuvant la convention conclue entre le ministre des Finances et le Crédit National, toute modification apportée aux statuts doit, pour devenir définitive, être approuvée en conseil d'Etat. Le conseil d'Etat, dans sa séance du 14 décembre 1922, ayant délibéré, a approuvé ce texte.

*Décret du 11 novembre 1925.*

Paris le 7 novembre 1925.

Les actionnaires du Crédit National se sont réunis, le 9 juin 1925, en assemblée générale extraordinaire, en vue d'apporter une modification à l'art. 3 des statuts, aux termes duquel cet établissement se procure, par voie d'émission publique, les sommes nécessaires aux paiements qu'il effectue pour le compte de l'Etat.

Il est, en effet, apparu que, dans l'état actuel du marché des capitaux, le Crédit National pouvait se trouver empêché de faire appel à l'épargne et partant, faute de ressources, dans l'impossibilité de continuer ses opérations.

C'est afin de remédier à cet état de choses que la loi du 28 février 1925, dans son art. 11, a autorisé l'Etat à consentir des avances au Crédit National, à charge pour cet établissement de les rembourser ultérieurement par prélèvement sur le produit de ses emprunts.

Les actionnaires du Crédit National ont décidé, en conséquence, de substituer à la rédaction actuelle du 1<sup>er</sup> paragraphe de l'art. 3 des statuts le texte suivant :

« La Société a pour objet : 1° de verser aux ayants droit, pour le compte de l'Etat et dans la limite des ressources qu'elle aura réalisées ou des sommes que l'Etat mettra à sa disposition, tout ou partie des indemnités payables en espèces et qui leur seront allouées en toute propriété en vertu de la loi du 17 avril 1919 ou des lois subséquentes relatives aux dommages de guerre, et d'effectuer le service des intérêts dus à propos de ces indemnités ».

Le Conseil d'Etat dans sa séance du 22 octobre 1925 ayant délibéré a approuvé ce texte.

*Décret du 9 mai 1929.*

Paris, le 6 mai 1929.

Les actionnaires du Crédit National, réunis en assemblée générale extraordinaire le mardi 19 février 1929, ont approuvé un projet de convention à passer avec l'État en vue d'autoriser le Crédit National à consentir des prêts aux sinistrés de la Guadeloupe et, plus généralement, à étendre ses opérations aux exploitations industrielles, commerciales et agricoles établies en Algérie, dans les colonies, pays de protectorat et pays sous mandat et appartenant à des Français.

L'approbation de cette convention, ratifiée, d'autre part, par la loi du 10 avril 1929, a rendu nécessaire une modification des art. 3, 54 et 57 des statuts, modification que l'assemblée a adoptée à l'unanimité.

Le 3<sup>e</sup> paragraphe de l'art. 3, qui définit l'objet de la Société et autorise l'octroi « d'avances d'une durée qui ne pourra être supérieure à 10 ans et inférieure à 3 ans, en vue de faciliter la création, le développement ou la remise en marche d'exploitations industrielles, ou commerciales établies en France et appartenant à des Français » a été complété, *in fine*, par les mots suivants : « et d'exploitations industrielles, commerciales ou agricoles établies en Algérie, dans les colonies ou pays de protectorat ou pays sous mandat et appartenant à des Français.

D'autre part, l'art. 54 a été supprimé. Cet article était ainsi libellé : « sur les 500 millions affectés aux avances prévues à l'art. 2 de la convention annexée à la loi du 10 octobre 1919, il sera réservé 400 millions aux industriels et commerçants des régions évacuées ou envahies ».

Cet article devenait sans objet, en raison de l'affectation aux prêts à consentir à la Guadeloupe d'une somme de 175 millions prélevée sur les 500 millions consacrés aux avances.

Enfin, l'article 57, qui fixait pour les avances une durée maxima de 10 ans, a été complété par l'adjonction suivante :

« Par exception, pour les prêts faits aux sinistrés de la Guadeloupe en vertu de la convention du 24 mars 1929, le remboursement pourra s'étendre sur une période de 20 ans ».

Le Conseil d'Etat, dans sa séance du 25 avril 1929, ayant délibéré sur ce texte, l'a approuvé.

*Décret du 16 juin 1932.*

Ce décret a modifié les statuts en fonction de l'extension du Crédit National dont nous aurons à parler d'autre part.

Le Président de la République Française,  
Sur le rapport du Ministre des Finances ;

Vu la loi du 10 octobre 1919 approuvant la convention conclue entre le Ministre des Finances et « le Crédit National pour faciliter la réparation des dommages causés par la guerre »

Vu le décret du 20 novembre 1919 approuvant les statuts du Crédit National ;

Vu le décret du 12 juillet 1928 approuvant la modification de l'art. 60 des statuts du « Crédit National pour faciliter la réparation des dommages causés par la guerre » ;

Vu la délibération de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société dudit Crédit National en date du 22 décembre 1931, contenant approbation d'une modification à apporter à l'art. 60 des statuts de cette Société ;

Le conseil d'Etat entendu,

Décède :

*Art. 1<sup>er</sup>.* — Est approuvée la délibération apportée à l'article 60 des statuts du « Crédit National pour faciliter la réparation des dommages causés par la guerre » telle qu'elle est contenue dans l'extrait d'acte notarié annexé au présent décret.

*Art. 2.* — Le Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal Officiel.

Fait à Paris, le 16 février 1932

Par le Président de la République, Paul Doumer

Le ministre des Finances, P. E. Flandin.

*Décret du 29 août 1933.*

Le Président de la République Française,

Sur le rapport du Ministre des Finances ;

Vu la loi du 10 octobre 1919, approuvant la convention du 7 juillet 1919 conclue entre le Ministre des Finances et « le Crédit National pour faciliter la réparation des dommages causés par la guerre » ;

Vu le décret du 20 novembre 1919, approuvant les statuts du Crédit National ;

Vu la délibération de l'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société du Crédit National, en date du 13 juin 1933, contenant approbation des modifications à apporter aux statuts de cette Société ;

Le Conseil d'Etat entendu,

Décète :

*Art. 1<sup>er</sup>.* — Est approuvé le texte de l'article nouveau (art. 3 bis) des statuts du Crédit National pour faciliter la réparation des dommages causés par la guerre, tel qu'il figure dans l'acte notarié annexé au présent décret.

*Art. 2* — Le Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Rambouillet, le 29 août 1933

Par le Président de la République, Albert Lebrun

Le Ministre des Finances, Georges Bonnet.

*Décret du 2 juin 1934.*

Le Président de la République Française,

Sur le rapport du Ministre des Finances ;

Vu la loi du 10 octobre 1919, approuvant la convention du 7 juillet 1919 conclue entre le Ministre des Finances et « le Crédit National pour faciliter la réparation des dommages causés par la guerre » ;

Vu la loi du 15 mars 1934 approuvant la convention du 12 février 1934 conclue entre le Ministre des Finances et le Crédit National ;

Vu le décret du 20 novembre 1919 approuvant les statuts du « Crédit National pour faciliter la réparation des dommages causés par la guerre » ;

Vu la délibération de l'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires du Crédit National, en date du 20 février 1934, contenant approbation de la modification à apporter à l'art. 3 des statuts de cette Société ;

Le Conseil d'Etat entendu,

Décète :

*Art. 1<sup>er</sup>.* — Est approuvée la modification apportée à l'art. 3 des statuts du Crédit National pour faciliter la réparation des dommages causés par la guerre, telle qu'elle figure dans l'acte notarié annexé au présent décret.

*Art. 2.* — Le Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal Officiel de la République Française.

Fait à Paris, le 2 juin 1934

Par le Président de la République, Albert Lebrun

Le Ministre des Finances, Germain-Martin.

*Décret du 13 mai 1935.*

Le Président de la République,

Sur le rapport du Ministre des Finances ;

Vu la loi du 10 octobre 1919 approuvant la convention du 7 juillet 1919 conclue entre le Ministre des Finances et le « Crédit National pour faciliter la réparation des dommages causés par la guerre » ;

Vu la loi du 15 mars 1934 approuvant la convention du 12 février 1934 conclue entre le Ministre des Finances et le Crédit National ;

Vu le décret du 20 novembre 1919 approuvant les statuts du Crédit National pour faciliter la réparation des dommages causés par la guerre ;

Vu le décret du 8 août 1935 portant création du Crédit Colonial ;

Vu le décret du 30 octobre 1935 approuvant les conventions du 30 octobre 1935 relatives au Crédit Colonial et réglant le transfert de certains prêts du Crédit National au Crédit Colonial.

Vu la délibération de l'Assemblée générale extraordinaire du Crédit National en date du 3 décembre 1935 contenant approbation :

- 1° des conventions précitées du 30 octobre 1935,
- 2° de l'adjonction aux statuts de cette Société de deux nouveaux articles n<sup>os</sup> 3 ter et 54,
- 3° des modifications à apporter aux articles 34, 40, 47 et 49 des dits statuts ;

Le Conseil d'Etat entendu,

Décète :

*Art. 1<sup>er</sup>.* — Sont approuvés :

1° le texte des articles nouveaux (art. 3 ter et 54) des statuts du Crédit National pour faciliter la réparation des dommages causés par la guerre ;

2° les modifications apportées aux art. 34, 40, 47 et 49 des dits statuts, tels qu'ils figurent dans l'acte notarié annexé au présent décret ;

*Art. 2.* — Le ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal Officiel de la République Française,

Fait à Paris, le 13 mai 1936

Par le Président de la République, Albert Lebrun  
Le Ministre des Finances, Marcel Régnier.

*Décret du 8 novembre 1937.*

Le Président de la République Française,

Vu la loi du 10 octobre 1919 approuvant la convention du 7 juillet 1919 conclue entre le Ministre des Finances et le Crédit National ;

Vu la loi du 10 juillet 1928 relative à l'assurance-crédit d'Etat et les textes subséquents ;

Vu le décret du 25 août 1937 portant réalisation d'un ensemble de mesures tendant à assurer le relèvement économique ;

Vu le décret du 31 août 1937 approuvant la convention passée entre l'Etat et le Crédit National le 30 août 1937 ;

Vu le décret du 20 novembre 1919 approuvant les statuts du Crédit National ;

Vu la délibération de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du Crédit National, en date du 5 octobre 1937 contenant approbation des modifications à apporter aux art. 3 et 3 bis, 4 et 51 des statuts de cette Société ;

Le Conseil d'Etat entendu ;

Décète :

*Art. 1<sup>er</sup>.* — Sont approuvées les modifications apportées aux article 3, 3 bis, 4 et 51 des statuts du Crédit National pour faciliter la réparation des dommages causés par la guerre, telles qu'elles figurent dans l'acte notarié annexé au présent décret.

*Art. 2.* — Le Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal Officiel de la République Française,

Fait à Paris, le 8 novembre 1937

Par le Président de la République, Albert Lebrun  
Le Ministre des Finances, Georges Bonnet.

*Décret du 1<sup>er</sup> août 1938.*

« Vu la délibération de l'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires du Crédit National en date du 14 juin

1938, contenant approbation des modifications à apporter aux articles 3, 3 bis, 37, 57, 60, 64 des statuts de cette Société » ;...

Le décret du 1<sup>er</sup> août 1938 a approuvé les modifications proposées aux divers articles visés, toujours dans le but d'adapter les statuts à l'élargissement du rôle nouveau imparti au Crédit National.

## CHAPITRE III

---

### **Le règlement intérieur du Crédit National**

---

Le règlement intérieur du Crédit National, élaboré en vertu de l'art. 61 des statuts de la Société, a été approuvé par un arrêté du Ministre des Finances, François Marsal, en date du 27 février 1920.

Il est divisé en trois titres, sous les rubriques suivantes :

- émissions d'obligations ;
- indemnités et avances ;
- prêts visés par l'art. 2 de la convention du 7 juillet 1919.

*Titre 1<sup>er</sup>.* — En ce qui concerne les émissions d'obligations, le titre premier spécifie qu'elles sont représentées matériellement par des titres extraits d'un registre à souche et qu'elles doivent être signées du Directeur général, un directeur ou son délégué et d'un administrateur.

La mention de la garantie de l'Etat est portée sur le titre. Ces obligations sont nominatives ou au porteur et le Crédit National, qui n'est pas autorisé à recevoir d'autres dépôts, peut néanmoins recevoir des titulaires ces titres et en assurer à leurs frais, la conservation dans les caisses de la Société. Dans ce cas, il est délivré un récépissé au nom du déposant.

Ces obligations sont productives d'intérêt, dont le taux, proposé par le Conseil d'Administration, est fixé par l'arrêté ministériel autorisant l'émission.

Le même arrêté détermine pour chaque émission les conditions de remboursement, au terme fixé ou par anticipation, par voie de tirage ou de rachat en bourse ; fixe le montant des lots et primes payables au moment du remboursement ; le montant de chaque emprunt ; le prix d'émission ; la date d'ouverture et de clôture de chaque émission ; les clauses fiscales ou dispense d'impôts ; les mode et lieux de souscription.

Les obligations remboursées par suite d'un tirage au sort sont immédiatement frappées d'un timbre d'annulation et détruites sous le contrôle d'un censeur.

*Titre II.* — Le paiement des indemnités et des avances visées par les articles 5 et 44 de la loi du 17 avril 1919 déjà rapportés a lieu dans les conditions de la convention du 10 octobre analysée précédemment.

*Titre III.* — Le règlement s'étend longuement sur les modalités et conditions des prêts effectués en application de l'art. 2 de la convention du 7 juillet 1919.

Les dispositions visant les garanties dont les prêts doivent être assortis font l'objet d'une réglementation minutieuse, que le but poursuivi justifie pleinement.

Toute demande de prêt adressée à la Société est soumise à un « comité spécial » institué par le Conseil d'administration sous la présidence du directeur général ou d'un directeur.

Le choix des membres de ce comité a été dicté par un souci de compétence et d'intérêt pratique. Il est composé d'industriels et de commerçants. Il comprend plusieurs sections composées de 3 à 7 membres. Chaque section groupe autant que possible des industries ou commerce analogues.

Chaque demande de prêt donne lieu à l'établissement d'un dossier qui doit comprendre notamment :

1° une demande de l'emprunteur, appuyée de toutes pièces justificatives, de sa nationalité, de son identité et, s'il y a lieu, du préjudice que lui ont causé la guerre ou les intempéries ;

2° un bilan, certifié conforme par l'emprunteur, de sa situation active et passive, avec indication détaillée de ses créanciers et des garanties qu'il leur a données ;

3° un relevé du cadastre et des hypothèques, ainsi que des nantissements pouvant frapper des fonds de commerce ou le matériel de l'emprunteur ;

4° un rapport d'un agent de la direction.

A défaut de la production de ces pièces, si, dans le délai de 3 mois qui suit le dépôt de la demande, ces justifications ne sont pas produites, la demande est considérée comme non avenue.

Le dossier de chaque demande, établi par le cabinet du directeur général, est ensuite transmis à la section compétente du comité de prêts pour examen et décision.

Par mesure de prudence, une certaine marge de garantie est laissée entre le montant maximum du prêt et la valeur des garanties réelles.

L'art. 17 spécifie à ce sujet qu'en règle générale, le montant du prêt consenti à chaque emprunteur ne peut dépasser 60 % de la valeur estimative des garanties réelles offertes par cet emprunteur et au maximum 30 % de la valeur totale de son actif.

L'intérêt de ces prêts est fixé par le Conseil d'administration d'accord avec le Ministre des Finances. Il comprend, ainsi que nous l'avons vu, en analysant la convention de

base, une contribution de 1 % au maximum par an, se décomposant de la manière suivante :

0,50 % pour alimenter la réserve spéciale pour risques des contrats en cours ;

0,50 % au maximum à la disposition du conseil d'administration.

Les intérêts sont payables par semestre. En cas de non paiement des intérêts ou de non remboursement du capital ou fraction de capital prêté aux échéances convenues, les sommes non payées, comme les frais de poursuites qui s'avéreraient nécessaires, portent de plein droit, au profit de la Société et sans mise en demeure, un intérêt à un taux supérieur de 1 % à celui auquel le prêt a été consenti.

A défaut de paiement de deux semestres, et un mois après une mise en demeure, la totalité de la somme restant due devient exigible, sans préjudice de la pénalité prévue à l'art. 20 sous forme d'une indemnité suffisante pour que la Société puisse faire face au service des obligations correspondantes jusqu'à l'expiration de la durée de l'avance. Ces diverses pénalisations sont sévères, mais se justifient par la nécessité d'une gestion rigoureuse en fonction du but poursuivi.

Ces mesures sont assorties d'autres dispositions de garanties. Ainsi, en ce qui concerne les emprunteurs hypothécaires, ils doivent dans le délai d'un mois tenir la Société au courant de toutes les aliénations totales ou partielles qu'ils peuvent avoir consenties sur les biens hypothéqués, comme de toutes les détériorations susceptibles de diminuer la valeur du gage hypothécaire. L'emprunteur qui négligerait de le faire risquerait de se voir signifier l'exigibilité du prêt dans les conditions ci-dessus exposées.

Il en serait de même pour le cas où l'emprunteur aurait sciemment dissimulé des causes d'hypothèques légales, de résolution ou de rescision grévant les biens hypothéqués au Crédit National.

Les biens susceptibles de périr par le feu doivent être assurés contre l'incendie aux frais de l'emprunteur. L'acte de prêt contient transport de l'indemnité qui, en cas de sinistre, est directement touchée par le Crédit National.

L'assurance doit être maintenue pendant toute la durée du prêt. Par surcroît de prudence, la Société peut demander que l'assurance soit faite au nom du Crédit National. Dans ce cas, la Société acquitte elle-même le montant des charges annuelles, qu'elle récupère en les ajoutant au montant des annuités ou des semestres d'intérêts.

L'indemnité de sinistre reste acquise à la Société et vient en déduction du prêt, à moins que, dans le délai d'un an à partir du règlement du sinistre, l'emprunteur n'ait préféré rétablir les biens dans leur état primitif, après accord avec la Société. Néanmoins la Société conserve provisoirement l'indemnité à titre de garantie.

Si, après un sinistre, la Société juge que, de ce fait, ses sûretés sont compromises, le règlement donne dans ce cas au Crédit National la faculté d'exiger le paiement de ce qui reste dû.

Quant aux emprunteurs sur titres, au cas d'une baisse de 20 % au moins de la valeur de leurs titres en bourse ou en banque, ils peuvent être, sur réquisition du Conseil d'administration, invités à fournir de nouvelles garanties ou à rembourser partiellement leur prêt, en payant l'indemnité spéciale de garantie des obligations, dont il a été parlé ci-dessus, de telle façon que la proportion du prêt à la valeur des titres, revienne au chiffre primitif.

Enfin, la Société peut, en égard aux cas particuliers, stipuler dans ses prêts toutes mesures supplémentaires de garantie ou de contrôle que le Conseil d'administration peut juger nécessaires pour la sécurité du prêt, pour suivre l'emploi des sommes prêtées ou en assurer le remboursement.





### TITRE III

---

## Le fonctionnement du Crédit National

---

### CHAPITRE I<sup>er</sup>

---

## Le financement des paiements

---

#### § I. — PRÉLIMINAIRES

Nous avons exposé que, par la force des choses, le financement des réparations, tombé d'abord provisoirement à la charge de l'Etat est resté finalement pour une grande part au compte du Trésor.

Les charges qui en résultaient dès l'après-guerre dépassaient en réalité la capacité de paiement du Trésor public ; aussi l'Etat a-t-il été contraint de chercher divers procédés de paiement.

Certains d'entre eux ont été effectués en nature. L'Etat a exécuté lui-même des travaux pour le compte des sinistrés et leur a facilité le ravitaillement et le rééquipement de leurs exploitations, en leur cédant, par les soins de divers offices créés à cet effet (office de la reconstitution industrielle, office de la reconstitution agricole, office de la motoculture), des matières premières et de l'outillage, dont le prix venait en déduction du montant de leur indemnité.

Des règlements ont eu lieu également par compensation avec certains impôts dus par les sinistrés.

D'autres paiements ont été faits en espèces. Bien que ce fût le mode normal, c'était celui qui pesait le plus sur les finances publiques, car il représentait des déboursés immédiats, alors que l'Etat n'était point assuré que les versements promis par l'Allemagne viendraient les compenser ni en totalité, ni en temps utile. Aussi des efforts continus furent-ils tentés pour en réduire l'emploi.

Le moyen auquel on recourut le plus fut le paiement au moyen de remise de fonds publics — rentes et obligations du Trésor — aux indemnitaires.

La loi du 30 avril 1921 commença par autoriser le Ministre des Finances à échanger, à titre facultatif pour les intéressés, les titres d'indemnités, en cas de non emploi et de non réinvestissement, contre des titres de rentes inaliénables pendant 5 ans. Ce mode de règlement fut ensuite étendu à d'autres dommages.

Des paiements d'arriérés furent également effectués, en 1921, avec le consentement des intéressés, en obligations de la défense nationale.

La loi du 28 février 1923 vint ensuite faire de ce procédé une obligation pour les gros dommages.

L'Etat, dans le but de ménager son crédit, s'est adressé à des personnes interposées, qu'il a chargées d'emprunter les sommes utiles à ses paiements. C'est ainsi que, sous le contrôle des pouvoirs publics, le Crédit National, nous l'avons vu, a été institué à cet effet.

Enfin l'Etat a eu l'idée de recourir aux sinistrés eux-mêmes. Au lieu de leur faire des versements en capital, il leur a payé des annuités réparties sur une durée de 15 à 30 ans ; ces annuités ont été utilisées par les bénéficiaires, ou

les groupements qu'ils ont constitué entre eux, pour, à leur tour, gager des emprunts qui leur ont procuré les disponibilités liquides dont ils avaient besoin.

Ce procédé, prévu par l'art. 152 de la loi du 31 juillet 1920, a provoqué la formation d'un certain nombre de groupements, qui ont émis des emprunts divers, tels : emprunts des houillères sinistrées, emprunt de la ville de Reims, emprunt des textiles, etc.

Tous ces paiements, quelles que fussent leurs modalités, représentaient néanmoins des charges très lourdes auxquelles l'emprunt a pourvu presque exclusivement.

Ces lourds déboursés ont été la cause essentielle des embarras de notre trésorerie après la guerre de 1914-1918.

En 1921, à la suite de l'état des paiements arrêté par la commission des réparations, le gouvernement se rendit compte que la quote-part de la France dans ces versements ne couvrirait pas la totalité de ses charges. A partir de ce moment, des efforts constants furent faits pour soulager notre trésorerie. Mais les ressources de l'emprunt menaçaient elles-mêmes de disparaître. Le Trésor ne parvenait plus à placer ses bons et l'insuccès de l'emprunt du Crédit National en 1924 montrait que la crise était grave. Aussi le gouvernement se déterminait-il, en 1925, à incorporer au budget général, le budget des dépenses recouvrables qu'on avait trop longtemps espéré équilibrer par les versements de l'Allemagne.

A partir de ce moment, l'Etat fut contraint de réduire les sommes mises à la disposition des sinistrés. Il échelonna l'œuvre de reconstruction des régions envahies sur une plus longue période et imposa des programmes de paiements strictement précisés et limités à chiffre annuel maximum fixé par chacun des modes de règlements alors prévus :

— Paiements en espèces, soit directement, soit par des fonds avancés par le Trésor au Crédit National.

— Remises d'obligations sexennales, puis décennales à partir de 1926.

— Remises de titres d'annuités et de titres de rentes.

— Prestations en nature fournies par l'Allemagne.

— Compensations avec la dette d'impôts des sinistrés ;

— Paiements en espèces réservés par préférence à certaines catégories de dommages.

Il fallait ruser avec les difficultés et gagner du temps, car il apparaissait de plus en plus clairement au fur et à mesure du déroulement des événements internationaux défavorables, dont nous ne pouvons aborder ici l'examen, mais qui sont encore présents à la mémoire, que, compte tenu des dettes inter-alliées, les lourdes charges des réparations resteraient finalement au compte du Trésor français.

## § 2. — *LES EMISSIONS*

On a vu comment le guichet de l'Etat qu'est le « Crédit National », a été institué et organisé. Il fallait, pour rendre viable cet organisme et le mettre à même de remplir son rôle, alimenter ses caisses. En application des conventions, statuts et règlements précédemment analysés, le Crédit National eut recours à l'émission d'obligations et de bons.

Il nous reste sur ce point à indiquer les particularités de chacune des émissions.

Certaines de ces émissions bénéficièrent de la garantie de l'Etat ; d'autres ont été émises sous la seule responsabilité du Crédit National.

Ces émissions sont les suivantes :

COURS MOYEN

| Années | Obl. 5 %<br>1919 | Obl. 5 %<br>1920 | Bons 6 %<br>1921 | Bons 6 %<br>juill. 1922 |
|--------|------------------|------------------|------------------|-------------------------|
| 1920   | 489,15           | 487,36           | »                | »                       |
| 1921   | 461,67           | 470,07           | 504,62           | »                       |
| 1922   | 475,71           | 478,83           | 508,83           | 496,64                  |
| 1923   | 462,28           | 469,07           | 502,29           | 490,38                  |
| 1924   | 406,38           | 414,54           | 467,72           | 489,71                  |
| 1925   | 319,78           | 329,40           | 403,94           | 453,80                  |
| 1926   | 325,04           | 335,41           | 406,92           | 453,16                  |
| 1927   | 433,50           | 438,63           | 488,33           | 509,42                  |
| 1928   | 520,44           | 507,09           | 534,34           | 519,78                  |
| 1929   | 576,42           | 530,81           | 549,10           | 531,02                  |
| 1930   | 614,95           | 553,36           | 556,18           | 545,70                  |
| 1931   | 623,35           | 561              | 550,30           | 543,89                  |
| 1932   | 599,97           | 535,40           | 529,48           | 539,55                  |
| 1933   | 579,74           | 521,80           | 522,80           | 528,74                  |
| 1934   | 561,91           | 516,38           | 524,57           | 528,81                  |

| Années | Bons 5 % 1932 | Bons 4 1/2 % 1932 | Obl. 5 % avril 1934 |
|--------|---------------|-------------------|---------------------|
| 1932   | 553,75        | 992,41            | »                   |
| 1933   | 536,79        | 923,70            | »                   |
| 1934   | 528,84        | 958,85            | 1004,65             |

| Années | Bons 6 %<br>janvier 1923 | Bons 6 %<br>juin 1923 | Obl. 6 %<br>janvier 1924 |
|--------|--------------------------|-----------------------|--------------------------|
| 1920   | »                        | »                     | »                        |
| 1921   | »                        | »                     | »                        |
| 1922   | »                        | »                     | »                        |
| 1923   | 493,82                   | 490,52                | »                        |
| 1924   | 441,39                   | 443,87                | 441,49                   |
| 1925   | 358,83                   | 359,81                | 359,66                   |
| 1926   | 362,49                   | 364,74                | 366,13                   |
| 1927   | 466,96                   | 468,44                | 467,20                   |
| 1928   | 519,99                   | 521,64                | 525,60                   |
| 1929   | 542,71                   | 544,48                | 549                      |
| 1930   | 557,51                   | 560,09                | 563,91                   |
| 1931   | 555,46                   | 558,99                | 565,56                   |
| 1932   | 527,45                   | 530,68                | 544,64                   |
| 1933   | 517,76                   | 520,46                | 534,76                   |
| 1934   | 523,72                   | 525,48                | 538,11                   |

*Les obligations 5 %, Emission 1919*

Cette émission portait sur : 8 millions d'obligations de 500 fr., 5 %, créées par délibération du conseil d'administration du 20 novembre 1919, prise en vertu d'une autorisation statutaire et approuvée par arrêté ministériel du 21 novembre 1919.

Les dites obligations, émises à 495 fr., libérées et au porteur, inconvertibles jusqu'en 1940, sont remboursables au plus tard en 75 ans, de 1920 à 1995, soit à 600 fr., soit par lots, sous réserve de remboursement anticipé total ou partiel à 600 fr., à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1940.

Elles participent chaque année à 4 tirages trimestriels (les 1<sup>er</sup> mars, 1<sup>er</sup> juin, 1<sup>er</sup> septembre et 1<sup>er</sup> décembre) comprenant au total 68 lots répartis également entre les 4 tirages, savoir :

| 4 obligations remboursées par 1 million |   |   |             |
|-----------------------------------------|---|---|-------------|
| 4                                       | » | » | 500.000 fr. |
| 20                                      | » | » | 100.000 fr. |
| 20                                      | » | » | 50.000 fr.  |

L'intérêt annuel est de 25 fr., net de tous impôts français, présents et futurs, payable par moitié les 1<sup>er</sup> janvier et 1<sup>er</sup> juillet. Le service de ces obligations en intérêts, primes et lots, impôt compris, est assuré par une annuité inscrite au budget de l'Etat qui lui est affectée par privilège.

Titres. La teinte est bistre. Numérotés de 1 à 8.000.000, ils portent le libellé du « Crédit National pour faciliter la réparation des dommages causés par la guerre », Société anonyme au capital de 100 millions de francs. Statuts approuvés par décret en Conseil d'Etat du 20 novembre 1919. Siège social à Paris. Emprunt de 1919 autorisé par arrêté du Ministre des Finances du 21 novembre 1919. Obligation de 500 fr. au porteur N°... »

Ces obligations sont munies de coupons semestriels, dont le dernier porte le N° 50 et l'échéance du 1<sup>er</sup> janvier 1946. — 305.800 de ces titres étaient amortis au 1<sup>er</sup> janvier 1935.

#### *Les obligations 5 %, Emission 1920*

\* Cette émission comprenait 8 millions d'obligations de 500 fr., 5 %, créées par délibération du Conseil d'administration du 11 mai 1920 prise en vertu de l'autorisation de l'Assemblée générale du 20 avril 1920, approuvée par arrêté ministériel du 20 mai suivant.

Emises à 485 fr., libérées et au porteur, elles sont remboursables au plus tard en 75 ans, de 1920 à 1995, soit à

500 fr., soit par lots ; inconvertibles jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1940. Les tirages ont lieu les 2 janvier, 1<sup>er</sup> février, 1<sup>er</sup> avril et 1<sup>er</sup> mai, 1<sup>er</sup> juillet, 1<sup>er</sup> août, 1<sup>er</sup> octobre, 3 novembre. Ils comprennent ensemble 400 lots par an pour un total de 20 millions de francs savoir :

| 8 obligations remboursées par 1 million |   |   |             |
|-----------------------------------------|---|---|-------------|
| 8                                       | » | » | 500.000 fr. |
| 16                                      | » | » | 200.000 fr. |
| 24                                      | » | » | 100.000 fr. |
| 48                                      | » | » | 50.000 fr.  |

L'intérêt annuel est de 25 fr., net de tous impôts français, présents et futurs, payable par moitié les 15 juin et les 15 décembre. Le service de ces obligations en intérêts, primes et lots, impôts compris, est assuré par une annuité inscrite au budget de l'Etat, qui lui est affectée par privilège.

Les titres sont de teinte verte, numérotés de 1 à 8.000.000. Ils portent le libellé de : « Crédit National pour faciliter la réparation des dommages causés par la guerre », Société anonyme au capital de 100 millions de francs. Statuts approuvés par décret en Conseil d'Etat du 20 novembre 1919. Siège social à Paris, 45, rue Saint-Dominique, Emprunt 1920, autorisé par arrêté du Ministre des Finances du 20 mai 1920. Obligation de 500 fr. au porteur N°... »

Ils sont munis de coupons semestriels, dont le dernier porte le N° 77 et l'échéance du 15 décembre 1958, avec souche dans le haut et au verso, tableau d'amortissement. — 208.800 de ces titres étaient amortis au 1<sup>er</sup> janvier 1935.

*Les bons à 6 % 1921*

Ces bons portent sur un total de : 6 millions de bons de 500 fr. 6 %, créés par délibération du Conseil d'administration du 20 septembre 1921, prise en vertu de l'autorisation de l'assemblée générale du 20 avril 1920, approuvée par décision ministérielle du 24 septembre 1921.

Emis à 498,50, libérés et au porteur, ils sont remboursables soit par lots, soit au pair.

Les remboursements par lots auront lieu de 1921 à 1936 et porteront chaque année sur 7,202 bons pour un montant annuel de 13 millions de francs, savoir :

|      |                     |             |
|------|---------------------|-------------|
| 2    | bons remboursés par | 500.000 fr. |
| 24   | »                   | 100.000 fr. |
| 24   | »                   | 50.000 fr.  |
| 96   | »                   | 10.000 fr.  |
| 96   | »                   | 5.000 fr.   |
| 6960 | »                   | 1.000 fr.   |

Le tirage des lots a lieu les 1<sup>er</sup> mars, 1<sup>er</sup> juin, 1<sup>er</sup> septembre et 1<sup>er</sup> décembre ; l'amortissement au pair s'effectue de 1931 à 1936, à raison de 1 million de bons par an.

L'intérêt annuel est de 30 fr., payable par moitié les 1<sup>er</sup> mai et 1<sup>er</sup> novembre, net de tous impôts français présents et futurs. Le remboursement des bons en capital, primes et lots est effectué également net de tous impôts français présents et futurs. Le service de ces bons (intérêt, primes et lots et impôts) est assuré par une annuité inscrite au budget de l'Etat, qui lui est affectée par privilège.

Les titres sont de teinte jaune à vignettes bleues, numérotés de 1 à 6.000.000, portant le libellé de « Crédit National,

etc... » Société anonyme au capital de 100 millions de francs; Statuts, etc..., Siège social, etc... Emprunt 1921 autorisé par arrêté du Ministre des Finances en date du 24 septembre 1921. Bon 6 % de cinq cents francs au porteur N°... L'Etat inscrira chaque année au budget, etc... Ils sont munis de coupons semestriels aux échéances de mai et novembre, dont le dernier porte le N° 30 et l'échéance du 1<sup>er</sup> novembre 1936. Timbre sec sur le titre. Souche dans le haut.

4.035.610 de ces titres étaient amortis au 1<sup>er</sup> janv. 1935.

*Les bons de 6 % juillet 1922*

Cette émission a porté sur : 6.500.000 bons de 500 fr., 6 %, autorisés par décision de l'assemblée générale du 18 mars 1922 et du Conseil d'administration du 31 mai suivant, approuvée par décision ministérielle du 10 juin 1922..

Ces bons, émis à 498,50, libérés et au porteur, sont remboursables au gré du porteur :

soit à 515 fr. le 1<sup>er</sup> juillet 1934

soit à 530 fr. le 1<sup>er</sup> juillet 1940

sous condition de dépôt préalable des bons, trois mois à l'avance pour l'échéance de 1934.

Le Crédit National se réserve la faculté de rembourser les bons à 515 fr. le 1<sup>er</sup> juillet 1934.

Le paiement des coupons et le remboursement des bons en capital et primes sont effectués nets de tous impôts français présents et futurs.

Les titres sont de teinte bleue, numérotés de 1 à 6.500.000, portant le libellé de « Crédit National pour, etc. Emission de bons 500 fr. 6 % 1922, etc. (titre définitif échangé en janvier 1935) Bon N°... ».

Ils sont munis de coupons semestriels dont le dernier porte le N° 36 et l'échéance du 1<sup>er</sup> juillet 1940. Souche dans le haut. 4.980.998 de ces titres étaient amortis au 1<sup>er</sup> janvier 1935.

*Les bons 6 % de janvier 1923*

Cette émission porte sur : 6 millions de bons de 500 fr. 6 %, libérés et au porteur, créés suivant décision du conseil d'administration du 5 décembre 1922 et autorisés par arrêté ministériel du 6 janvier 1923. Emis à 498,50 du 8 janvier au 10 février 1923.

Ils sont remboursables par lots, de 1923 à 1947, à raison de 1200 lots par an pour chaque série de 1 million de titres.

Les tirages des lots ont lieu en février, mai, août, novembre et comprennent ensemble par chaque million de titres :

|          |             |
|----------|-------------|
| 1 lot de | 500.000 fr. |
| 3 »      | 100.000 fr. |
| 3 »      | 50.000 fr.  |
| 8 »      | 10.000 fr.  |
| 32 »     | 5.000 fr.   |
| 1153 »   | 1.000 fr.   |

soit 1200 lots pour un total de 2.343.000 fr.

Les bons non remboursés par les lots seront tous amortis au pair le 1<sup>er</sup> février 1948, sous réserve toutefois de remboursement anticipé à partir du 1<sup>er</sup> février 1933, par tranche de 500 millions de francs.

L'intérêt annuel est de 30 fr., payable par moitié les 1<sup>er</sup> février et 1<sup>er</sup> août. Le paiement des coupons et le rem-

boursement des bons en capital, primes et lots, sont effectués nets de tous impôts français, présents et futurs.

Les titres sont de teinte bleue, vignette bleue et jaune, numérotés de 1 à 6.000.000, portant le libellé de « Crédit National, etc., Société anonyme, etc., Emprunt janvier 1923, autorisé par arrêté du Ministre des Finances du 6 janvier 1923. Bon 6 % de cinq cents francs au porteur N°... » Ils sont munis de coupons dont le dernier porte le N° 50 et l'échéance du 1<sup>er</sup> février 1948. Souche dans le haut. Au verso, le mode d'amortissement et l'indication des lots.

84.800 de ces titres étaient amortis au 1<sup>er</sup> janvier 1935.

*Les bons 6 % de juin 1923*

Ces bons portent sur : 4 millions de titres de 500 fr. 6 %, libérés et au porteur, créés suivant décision du Conseil d'administration du 5 juin 1923 et autorisés par arrêté ministériel du 9 juin 1923. Emis à 490 fr. du 15 juin au 13 juillet 1923.

Ils sont remboursables par lots de 1923 à 1949 à raison de 4 tirages trimestriels par an (janvier, avril, juillet, octobre) et de 1200 lots par an pour chaque tranche de 1 million de titres.

|          |             |
|----------|-------------|
| 1 lot de | 500.000 fr. |
| 3 »      | 100.000 fr. |
| 3 »      | 50.000 fr.  |
| 8 »      | 10.000 fr.  |
| 32 »     | 5.000 fr.   |
| 1153 »   | 1.000 fr.   |

soit 1200 lots pour un total de 2.343.000 fr.

Les bons non remboursés par des lots seront tous amortis au pair le 15 avril 1949, sous réserve de remboursement anticipé à partir du 15 octobre 1933, par tranche de 500 millions de francs.

L'intérêt annuel est de 30 fr., payable par moitié les 15 avril et 15 octobre de chaque année.

Le paiement des intérêts et le remboursement des bons en capital, primes et lots, seront effectués nets de tous impôts français présents et futurs.

Les titres sont de teinte bleue; vignette bleue et jaune, numérotés de 1 à 4.000.000 portant le libellé « Crédit National pour, etc. Société anonyme au capital de cent millions de francs. Statuts approuvés, etc. Siège social, etc. Emprunt juin 1923, autorisé par arrêté du Ministre des Finances du 9 juin 1923. Bon 6 % de cinq cents francs au porteur N°... » Ils sont munis de coupons semestriels dont le dernier porte le N° 52 et l'échéance du 15 avril 1949. Souche dans le haut.

54.000 de ces titres étaient amortis au 1<sup>er</sup> janvier 1935.

#### *Les obligations 6 % de janvier 1924*

comprennent : 3.266.827 obligations de 500 fr. 6 %, libérées et au porteur, créées suivant décision du Conseil d'administration du 18 décembre 1923 et arrêté ministériel du 31 décembre 1923.

Emises à 480 fr. en janvier 1924. Elles sont remboursables, soit par lots, soit avec prime, de 1924 à 1973, par tirages au sort trimestriels les 1<sup>er</sup> mars, 1<sup>er</sup> juin, 1<sup>er</sup> septembre et 1<sup>er</sup> décembre.

Pour chaque série de 1 million de titres, le remboursement par lots comprend 48 lots par an pour un montant de 2 millions de francs, savoir :

|          |             |
|----------|-------------|
| 1 lot de | 500.000 fr. |
| 1 »      | 200.000 fr. |
| 2 »      | 100.000 fr. |
| 44 »     | 25.000 fr.  |

Les obligations non amorties par des lots et désignées par les tirages des années 1924 à 1928 ont été remboursées à 510 fr., les obligations désignées par les tirages postérieurs ont été ou seront remboursées chaque année avec une prime supérieure de 2 fr. à celle de l'année précédente, soit :

|                   |
|-------------------|
| à 524 fr. en 1935 |
| à 526 fr. en 1936 |
| .....             |
| à 600 fr. en 1973 |

Le Crédit National se réserve la faculté de rembourser au prix de 500 fr. augmenté de la prime correspondant à l'année de remboursement, le présent emprunt à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1934, en totalité ou en partie, par tranche de 1 million de titres.

L'intérêt annuel est de 30 fr., payable par moitié les 1<sup>er</sup> avril et 1<sup>er</sup> octobre. Le paiement des coupons et le remboursement des obligations en capital, primes et lots seront effectués nets de tous impôts français présents et futurs. Les titres ont des vignettes roses et jaunes sur fond crème, ils sont numérotés de 1 à 3.266.827, portant le libellé de « Crédit National pour, etc. Emprunt 6 % 1924, autorisé par arrêté du Ministre des Finances du 31 décembre 1923. Obligation de cinq cents francs au porteur N°... » Ils sont munis

de coupons semestriels dont le dernier porte le N° 61 et l'échéance du 1<sup>er</sup> avril 1954. Timbre sec sur le titre, souche dans le haut. 200.200 de ces titres étaient amortis au 1<sup>er</sup> janvier 1935.

*Les obligations 5 % 1934*

Elles portent sur : 1.000.000 d'obligations de 1.000 fr. 5 %, créées par décision du Conseil d'administration du 6 mars 1934 et arrêté ministériel du 21 avril 1934.

Emises à 990 fr., libérées et au porteur, elles sont remboursables, net d'impôts, de 1934 à 1964, soit à 1.050 fr., soit avec lots par tirages au sort effectués les 1<sup>er</sup> avril et 1<sup>er</sup> octobre de chaque année, sous réserve de remboursement anticipé total ou partiel à 1.050 fr. à partir du 25 avril 1940.

Les remboursements par lots portent chaque année sur 400 obligations, pour un montant annuel de 3.180.000 fr.

| 1 obligation remboursée par |   |   | 1 million   |
|-----------------------------|---|---|-------------|
| 1                           | » | » | 500.000 fr. |
| 2                           | » | » | 100.000 fr. |
| 16                          | » | » | 25.000 fr.  |
| 40                          | » | » | 10.000 fr.  |
| 340                         | » | » | 2.000 fr.   |

L'intérêt annuel est de 50 fr., net de tous impôts français, présents ou futurs et payable par semestre les 25 avril et 25 octobre. Le service de ces bons intérêts, capital, primes, lois et impôts), est couvert par une annuité inscrite au budget de l'Etat, qui lui est affectée par privilège.

Les titres sont avec vignette mauve et brun foncé, style brun foncé sur fond bleu, portant le libellé de « Crédit National, etc. Société anonyme au capital de 100 millions de

francs. Statuts, etc. Siège social, etc. Emprunt 5 % avril 1934 autorisé par arrêté du Ministre des Finances du 21 avril 1934. Obligation de 1.000 fr. au porteur N°... » Des annuités inscrites au budget de l'Etat sont affectées, etc.

Elles sont munies de coupons dont le dernier porte le N° 60 et l'échéance du 25 avril 1964. Timbre rouge sur le titre et sur les coupons. Souche dans le haut.

7.000 de ces titres étaient remboursés au 1<sup>er</sup> janv. 1935.

*Les obligations 5,50 %, 1937*

Ces obligations ont été émises en vertu de l'autorisation résultant de l'arrêté ministériel du 19 octobre 1937.

Elles comprennent 1.000.000 d'obligations de 1.000 fr., créées par délibération du conseil d'administration en date du 19 octobre 1937.

Emises à 915 fr. au porteur, elles peuvent être converties au nominatif. Elles sont remboursables, nettes d'impôts; amortissables en 40 années de 1937 à 1977, suivant tableau au verso des titres, soit au pair, soit par des lots, sous réserve de remboursement anticipé à partir d'octobre 1940.

Les tirages ont lieu les 1<sup>er</sup> avril et 1<sup>er</sup> octobre de chaque année; les titres amortis par lots doivent être déposés au Crédit National 8 jours avant le paiement. Chaque obligation rapporte un intérêt annuel de 55 fr., payable par moitié les 25 avril et 25 octobre de chaque année.

Les obligations participent chaque année à deux tirages semestriels égaux, comportant chacun les lots suivants :

|          |               |
|----------|---------------|
| 1 lot de | 1.000.000 fr. |
| 1 »      | 100.000 fr.   |
| 4 »      | 25.000 fr.    |
| 40 »     | 10.000 fr.    |
| 200 »    | 2.000 fr.     |

*Les obligations 1938 6 %*

L'émission de ces obligations résulte de l'autorisation donnée par l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> février 1938. Elles ont été créées par délibération du conseil d'administration du Crédit National en date du 25 janvier 1938.

Elles comprennent 1 million d'obligations de 1.000 fr. émises au taux de 940 fr., délivrées, au choix des souscripteurs, soit au porteur, soit nominatives.

Elles sont exemptes pour toute leur durée de toutes taxes spéciales frappant les valeurs mobilières. Elles sont amortissables en 40 années de 1938 à 1978, suivant tableau imprimé au dos des titres, par voie de tirage au sort, soit au pair, soit par des lots.

Les tirages ont lieu les 1<sup>er</sup> janvier et 1<sup>er</sup> juillet de chaque année. Le Crédit National se réserve la faculté de procéder au remboursement anticipé, à tout moment, à partir du 5 février 1941.

Chaque obligation rapporte un intérêt annuel de 60 fr., payable par moitié les 5 février et 5 août de chaque année. Ces obligations participent chaque année à deux tirages semestriels égaux, comportant chacun les lots suivants :

|          |                     |
|----------|---------------------|
| 1 lot de | 1 million de francs |
| 1 »      | 100.000 fr.         |
| 4 »      | 25.000 fr.          |
| 40 »     | 10.000 fr.          |
| 200 »    | 2.000 fr.           |

*Obligations non garanties par l'Etat*

Les statuts et la convention du 7 juillet 1919 prévoient la possibilité pour le Crédit National d'émettre des obliga-

tions en vue d'obtenir les sommes nécessaires pour consentir des prêts aux exploitations industrielles et commerciales françaises. Ces avances sont effectuées sous la responsabilité du Crédit National.

*Bons décennaux 5 % 1932*

*L'emprunt est de 250 millions de francs.* Ces bons ont été créés suivant décisions du Conseil d'administration des 5 janvier et 2 février 1932, conformément à la résolution de l'assemblée générale du 3 juin 1930. L'émission a été autorisée par arrêtés ministériels des 21 janvier et 5 février 1932.

Elle a été réalisée par l'émission des deux tranches successives :

la 1<sup>re</sup> de 200 millions

la 2<sup>e</sup> de 50 millions

représentés par 206.067 bons decennaux 5 % libérés et au porteur divisés comme suit :

3.808 bons de 500 fr.

197.166 » 1.000 fr.

5.093 » 10.000 fr.

Les bons, émis à 997 fr. 50 par bon de 1.000 fr., sont remboursables au pair en totalité le 15 février 1942.

L'intérêt annuel est de 50 fr. par bon de 1.000 fr., payable par semestre les 15 février et 15 août.

Le paiement des coupons et le remboursement des bons en capital sont effectués nets de tous impôts français, présents et futurs.

Les titres sont des bons de 500 fr., numérotés dans chacune des séries A et B de 1 à 1904, teinte chamois,

vignette verte et jaune ; les bons de 1.000 fr. sont numérotés de 1905 à 1970, fond bleu clair, vignette bleue et jaune ; les bons de 10.000 fr. sont numérotés de 199071 à 204163, teinte chamois, vignette rose et carmin, portant le libellé de : « Crédit National pour faciliter la réparation des dommages causés par la guerre. Société anonyme au capital de 100 millions de francs. Statuts, etc. Siège social, etc. Emprunt 5 % autorisé par arrêté du Ministre des Finances du 21 janvier et du 5 février 1932. Bon decennal de 500 fr., 1.000 ou 10.000 au porteur N°... les bons de 500 fr. portent A n°... ou B n°... ». Non datés, tous ces titres sont munis de coupons semestriels dont le dernier porte le N° 20 et l'échéance du 15 février 1942. Le timbre est posé sur le titre et sur les coupons.

|                                        |            |
|----------------------------------------|------------|
| La couleur est bleue sur les titres de | 500 fr.    |
| rouge                                  | 1.000 fr.  |
| violette                               | 10.000 fr. |

Souche dans le haut ; au verso figurent les conditions de l'émission.

*Bons 4.50 % 1932*

L'emprunt est de 150 millions de francs. Ces bons ont été créés suivant décision du Conseil d'administration du 15 juillet 1932 conformément à la résolution de l'assemblée générale du 3 juin 1930. L'autorisation résulte de l'arrêté ministériel du 25 juillet 1932.

L'emprunt est représenté par 97.793 bons à 4.50 % ; libérés et au porteur, divisés comme suit :

|        |         |            |
|--------|---------|------------|
| 88.150 | bons de | 1.000 fr.  |
| 6.916  | »       | 5.000 fr.  |
| 2.727  | »       | 10.000 fr. |

Ces bons, émis à 990 fr. par bon de 1.000 fr., sont remboursables en totalité le 15 août 1944 à 1.050 fr. par bon de 1.000 fr. L'intérêt annuel est de 4,50 % payable par semestre les 15 février et 15 août.

Le paiement des coupons et le remboursement des bons en capital sont effectués nets de tous impôts français présents et futurs.

Les titres sont des bons de 1.000 fr., numérotés de 1 à 88150, vignette bleue sur fond rosé; bons de 5.000 fr., N<sup>os</sup> 88151 à 95066, vignette verte sur fond jaune; bons de 10.000 fr. N<sup>os</sup> 95067 à 97.793, vignette mauve sur fond jaune. Ils portent le libellé de « Crédit National pour faciliter la réparation des dommages causés par la guerre; Société anonyme au capital de 100 millions de francs; statuts, etc. Siège social, etc. Emprunt 4,50 % août 1932, autorisé, etc. Bon de 1.000 fr., 5.000 ou 10.000 fr. au porteur N<sup>o</sup>... ». Non datés. Tous ces titres sont munis de coupons semestriels, dont le dernier porte le N<sup>o</sup> 24 et l'échéance du 15 août 1944. Le timbre figure sur le titre et sur les coupons.

|                                         |            |
|-----------------------------------------|------------|
| La couleur est rouge pour les titres de | 1.000 fr.  |
| marron                                  | 5.000 fr.  |
| verte                                   | 10.000 fr. |

La souche est dans le haut; au verso figurent les conditions de l'émission. Le service des titres et des coupons s'effectue à Paris au siège social, rue Saint-Dominique, 45; à la Banque de France et dans les divers établissements de crédit.

*Admission à la cote, au comptant et cours moyen*

De 8 millions d'obligations 5 % (émission 1919) le 26 déc.

1919.

De 8 millions d'obligations 5 % (émission 1920) le 26 juillet

1920.

De 6 millions de bons 6 % : le 23 septembre 1921.

De 6.580.000 bons, juillet 1922 : le 1<sup>er</sup> août 1922.

De 6.000.000 bons, janvier 1923 : le 12 février 1923.

De 4.000.000 bons juin 1923 : le 23 juillet 1923.

De 3.266.827 obligations 6 % janvier 1924 : le 3 mars 1924.

De 206.067 bons 5 % 1932 ; le 16 février 1932.

De 97.793 bons 4,50 % 1932 : le 3 octobre 1932.

De 1.000.000 d'obligations 5 % avril 1934 : le 15 mai 1934.

§ 4. — *LES MOYENS MIS EN ŒUVRE PAR L'ÉTAT  
CONTRE LES DIFFICULTÉS DE FINANCEMENT*

Nous avons vu, au début de ce chapitre, qu'après l'incorporation du budget des dépenses recouvrables au budget général, l'Etat avait été contraint d'établir un plan échelonné des réparations et d'augmenter le délai de paiement des indemnités aux sinistrés. A cet effet avaient été créées des obligations sexennales, puis décennales, dont le Crédit National assura le service sous forme d'avances par le Trésor.

Il convient donc de parler des dispositions législatives ayant trait à cette catégorie d'obligations. La loi portant ouverture de crédits en date du 27 février 1926 disposait à cet effet que le montant des sommes que le Ministre des Finances était autorisé à avancer au Crédit National pour le règlement en espèces des indemnités de dommages de guerre pendant l'année 1926 était de 1 milliard de francs.

En conséquence, le montant des obligations sexennales de la défense nationale affectées au règlement d'indemnités pour dommages de guerre, tant en capital qu'en intérêts, fut fixé à 1 milliard, dont 200 millions d'obligations aliénables.

Par application des dispositions de l'art. 16 de la dite loi, portant discrimination des paiements à attribuer aux diverses catégories de travaux, le Ministre des Finances fut autorisé à délivrer aux sinistrés, dont la perte subie pour dommages immobiliers était comprise entre 20.000 et 500.000 fr., aux groupements de ces sinistrés et aux sociétés coopératives de reconstruction, des titres nominatifs et inaliénables, non productifs d'intérêts, payables de semestre en semestre, en huit termes égaux.

Les paiements semestriels furent faits par le Crédit National par imputation sur les crédits ouverts à cet effet. Les intéressés eurent la faculté d'user de ces titres pour des nantissements dans les conditions prévues par le Code civil.

L'art. 19 de la même loi décida, toujours pour les commodités du Trésor, qu'à dater du 1<sup>er</sup> mai 1926, il ne serait plus délivré d'obligations sexennales de la défense nationale pour le paiement en capital des indemnités de dommages de guerre.

Le Ministre fut alors autorisé à délivrer pour ces paiements des titres nominatifs et inaliénables, amortissables en dix ans par semestre et capitalisés au taux annuel de 6 %. Ces titres pouvaient être donnés en nantissement dans les conditions prévues par le Code civil. Ils furent réservés aux sinistrés dont les dommages, toutes catégories réunies, ne dépassaient pas 500.000 fr.

Un décret du 14 avril 1926 vint créer des titres d'engagements quadriennaux, délivrés à partir du 1<sup>er</sup> juin 1926,

dans les limites des autorisations accordées chaque année par la loi des finances, exempts d'impôts et payables à partir du 6<sup>e</sup> mois de l'émission, de semestre en semestre, en 8 termes égaux. Ces titres avaient les mêmes caractères que les précédents et le Crédit National fut également chargé, sur réquisition des Préfets, de l'établissement pour le compte du Ministre des Finances et de la remise aux intéressés des titres ainsi créés.

Le décret du 12 juillet 1928 vint à son tour autoriser l'émission de titres amortissables en 15 ans, exempts d'impôts, destinés à être remis aux sinistrés en paiement des dommages de guerre.

Ils furent délivrés à partir du 16 août 1928, productifs d'un intérêt de 5 % l'an, calculé sur le capital nominal et payable par portions égales et à terme échu, les 16 février et 16 août de chaque année, le Trésor se réservant le droit d'effectuer par anticipation, et à toute échéance de coupon, le remboursement au pair de tout ou partie des titres restant en circulation.

Ces titres comportaient des coupons de 100, 500, 1.000 et 10.000 fr.

L'exposé des motifs du décret du 12 juillet 1928 s'exprime ainsi sur les raisons de cette émission :

#### RAPPORT AU PRESIDENT de la REPUBLIQUE FRANÇAISE

Paris, le 12 juillet 1928.

Les articles 19 et 20 de la loi du 27 février 1926 ont institué une modalité nouvelle pour le paiement en capital des indemnités de dommages de guerre, dans les départements sinistrés autres que les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle. Abstraction faite de ces

départements, et en exécution des articles susvisés, il est délivré depuis le 1<sup>er</sup> mai 1926 aux sinistrés ayant produit des justifications de emploi et dont les dommages, toutes catégories réunies, ne dépassent pas 500.000 fr. en perte subie, des titres amortissables en dix ans par semestre, nominatifs, inaliénables et capitalisés au taux annuel de 6 %.

Aux termes de l'article 19 de la loi du 30 juin 1928, le Ministère des Finances est autorisé à substituer aux titres décennaux dont il s'agit, de nouveaux titres aliénables, amortissables en quinze ans et capitalisés au taux annuel de 5 %.

L'article 9 précise en outre qu'un décret pris dans le délai d'un mois à dater de la promulgation de la loi, contre-signé par le Ministre des Finances et inséré au Journal Officiel, déterminera les caractéristiques des nouveaux titres ainsi que les conditions d'application des dits articles.

J'ai l'honneur de soumettre ci-joint à votre haute approbation le projet de décret préparé dans les conditions exposées ci-dessus.

Les nouveaux titres de dommages de guerre amortissables en 15 ans seront délivrés à partir du 16 août 1928, ils seront productifs d'un intérêt de 5 % l'an, calculé sur le capital nominal et payable par portions égales et à terme échu les 16 février et 16 août de chaque année. Tous les titres délivrés pendant la période semestrielle 16 février-15 août de chaque année seront amortissables en 15 ans à partir du 16 février de la même année, et ceux émis pendant la période semestrielle 16 août-15 février seront amortissables en 15 ans, à partir du 16 août, date d'origine de cette dernière période.

La délivrance des titres de dommages de guerre amortissables en 15 ans sera effectuée conformément au barème annexé au projet de décret, c'est-à-dire à un prix correspondant pour chaque quinzaine d'émission à leur valeur nominale majorée des intérêts afférents à la période du semestre non encore écoulé au 1<sup>er</sup> jour de la quinzaine considérée. Le service de l'intérêt et de l'amortissement de

ces titres sera assuré au moyen d'une annuité budgétaire constante qui devra être intégralement utilisée chaque année.

Les nouveaux titres étant destinés à être substitués aux titres décennaux 6 % amortissables en dix ans, seront, comme ces derniers, exonérés des taxes spéciales frappant les valeurs mobilières.

Telles sont les caractéristiques essentielles des titres faisant l'objet du projet de décret annexé au présent rapport.

Le Président du Conseil, Ministre des Finances

R. POINCARÉ.

Enfin, un décret en date du 25 mai 1930 a autorisé la conversion facultative des titres décennaux 6 % inaliénables en titres négociables, amortissables en 15 ans.

En application des articles 19 et 20 de la loi du 27 février 1926, l'échéance des titres décennaux 6 % peut avoir lieu sur la demande expresse des titulaires. L'amélioration du Crédit, marquée à cette époque par la hausse des cours de l'ensemble des valeurs de l'Etat Français, avait rendu possible cette conversion. Elle permit ainsi de faire profiter des meilleures dispositions du marché ceux qui avaient reçu en paiement des titres 6 % inaliénables. Ils avaient, grâce à un titre négociable, la possibilité de récupérer les avances consenties à la reconstruction sur leurs ressources personnelles.

Pour éviter une augmentation de la dette du Trésor en capital, est-il expliqué dans l'exposé des motifs du Décret, il fut décidé que l'échéance des titres décennaux aurait lieu contre délivrance aux intéressés de titres amortissables en 15 ans décomptés pour leur valeur d'émission dans la limite du capital restant dû sur les titres décennaux. Le surplus

des sommes acquises ou dues aux sinistrés au moment de l'échange devait faire l'objet d'un règlement en numéraire.

Les titres décennaux échangés étaient annulés. L'ensemble des mesures dont nous venons de parler permirent d'alimenter les bons du Trésor et du Crédit National pour faire face au paiement des indemnités aux sinistrés.

Il convient de parler à présent de la délivrance des titres et des paiements aux intéressés.

## CHAPITRE II

---

### La délivrance des titres et les paiements

---

Deux instructions ministérielles, l'une en date du 3 février 1920, l'autre en date du 4 novembre 1920, ont réglementé la question de la délivrance des titres, du paiement des indemnités et des avances.

*L'instruction ministérielle du 5 février 1920*, se référant à la convention annexée à la loi du 10 octobre 1919, rappelle que l'intervention du Crédit National était alors limitée au règlement en capital et intérêts des titres de créance délivrés après fixation définitive des indemnités par les commissions cantonales d'évaluation ou les tribunaux de dommages de guerre, d'après les règles suivantes :

*Délivrance des titres.* Le chiffre du dommage pour chaque sinistré étant arrêté comme il vient d'être rappelé, le titre correspondant était, sur réquisition du Ministre des Régions libérées, établi par le Ministre des Finances (Direction de la dette inscrite), avec toutes indications utiles et remis par ses soins au Crédit National.

Au vu de ces titres, un compte était ouvert au Crédit National, au nom de chaque ayant droit, compte crédité par catégories du montant net des créances constatées, déduction faite des avances et acomptes déjà versés.

Ce compte ouvert, le Crédit National assurait alors aux intéressés la remise de leurs titres sous pli postal recommandé avec accusé de réception.

Les sommes dues en capital aux attributaires étaient liquidées par le Préfet du Département du lieu du dommage, sur demande de l'intéressé, accompagnée de toutes les justifications exigées par les services de l'Etat pour obtenir cette liquidation. La demande était alors adressée par le Préfet au Crédit National avec réquisition de paiement de la somme liquidée.

Les réquisitions de paiement devaient être établies d'une manière distincte pour chaque titre de créance.

*Des paiements et tenue des comptes des attributaires.*

Les liquidations ainsi faites, les paiements ont été effectués par le Crédit National, sous sa responsabilité, dans la limite des disponibilités existant au compte de l'indemnitaire, et en observant l'ordre fixé par la loi pour le règlement des différentes catégories d'indemnités, rappelées à l'article 7 de la dite instruction, dans les limites de l'attribution mensuelle des fonds faite par le Ministre des Finances, répartie entre les départements par les soins du Ministre des Régions libérées.

Les paiements du Crédit National étaient obligatoirement effectués à la caisse choisie par l'intéressé sur la liste prévue à l'article 18 de la convention approuvée par la loi du 10 octobre 1919 déjà analysée.

Le compte de l'intéressé une fois débité de la somme payée, l'indemnitaire recevait soit un ordre de virement, soit un chèque ou ordre de paiement, s'il devait être effectué en espèces.

Sur la demande des intéressés, les titres de créance pouvaient être annotés de toutes les opérations inscrites à leurs comptes respectifs.

Les oppositions ou mainlevées d'opposition formées entre les mains des comptables du Trésor devaient faire

l'objet d'une notification directe au Crédit National avec toutes justifications utiles.

En cas de perte d'un titre de créance, le titulaire, ou ses ayants-cause en cas de décès de ce dernier, devaient en aviser immédiatement le Crédit National en vue de la délivrance d'un nouveau titre.

La dite instruction édicte ensuite dans sa partie finale les règles fixées aux comptables et proposés directs du Trésor appelés à intervenir à l'occasion des dits paiements.

Eu égard à l'extension du rôle du Crédit National, chargé en plus du paiement de ces indemnités, savoir :

1°) le remboursement à l'office de reconstruction industrielle, à l'office de reconstruction agricole, et à l'office spéciale de la motoculture de la valeur des cessions en nature consenties à titre d'avances aux sinistrés, moyennant la remise par ces derniers de délégations sur leurs indemnités de dommages de guerre ;

2°) le paiement des avances en argent sur indemnités de dommages de guerre, à l'exception des avances consenties en vue de la reconstitution du mobilier familial et des avances pour constitution de dossiers ;

3°) le paiement par annuités des indemnités de dommages de guerre supérieures à 1 million dans les conditions prévues par les art. 150 et suivants de la loi de finances du 31 juillet 1920 :

*L'Instruction Ministérielle du 4 novembre 1920 édictait les règles suivantes :*

*Pour le remboursement des avances.* Les offices sus-mentionnés remettaient chaque mois au Crédit National les délégations souscrites, avec un bordereau détaillé en double expédition.

Après vérification, le montant des délégations était porté au compte individuel du sinistré intéressé et le Crédit National demandait à la Caisse Centrale de porter le montant des dites délégations au débit de son compte de fonds d'emprunt en même temps qu'au Crédit des comptes courants des offices précités.

*Pour le paiement des avances en argent.* Le Préfet ou son délégué, après avoir déterminé dans les formes et avec les garanties réglementaires le montant des avances à attribuer aux sinistrés, adressait au Crédit National une réquisition de paiement, pour chaque avance, sur la caisse choisie par l'indemnitaire. La preuve du paiement restait dans tous les cas à la charge du Crédit National.

Le Crédit National était approvisionné par la caisse centrale des quantités de bons de la défense nationale nécessaires pour lui permettre d'assurer le règlement des avances égales ou supérieures à 100.000 fr. non assignées, payables sur la caisse des comptables du Trésor.

Pour le paiement des annuités liquidées dans les conditions prévues par les articles 150 et suivants de la loi du 31 juillet 1920, dès la conclusion de la convention passée entre le Ministre des finances et le sinistré qui demandait le paiement par annuité de ses indemnités de dommages de guerre dans les conditions de ladite loi, la direction du mouvement général des fonds adressait à la caisse centrale du Trésor une réquisition de délivrance de titre de paiement reproduisant les indications essentielles de cette convention et, notamment, le nombre et le montant des annuités auxquelles l'intéressé avait droit ; chaque annuité faisait l'objet d'un titre spécial spécifiant le montant que le Crédit National acquittait ensuite pour le compte du Trésor.

Les titres de paiement correspondant à des annuités constituées en gage d'emprunts contractés par des sinistrés dans les conditions spécifiées à l'article 155 de la loi du 31 juillet 1920 étaient payables sans la production préalable d'aucune justification d'emploi.

La direction du mouvement général des fonds portait à la connaissance du Crédit National le nom des emprunteurs, ainsi que les numéros des annuités formant gage.

Les titres concernant les annuités qui n'avaient été affectées à la garantie d'aucun emprunt ne devaient être payés qu'après remise au Crédit National d'un certificat du service départemental des dommages de guerre indiquant la somme à laquelle s'élevaient les justifications du remploi produites par l'indemnitaire au dit service.

Les paiements étaient effectués soit en espèces, soit par virement en compte, obligatoire pour toute somme dépassant 20.000 fr.

Les comptables du Trésor ne devaient effectuer le paiement en numéraire des titres d'annuités qu'après réception d'une autorisation à eux adressée directement par le Crédit National et spéciale pour chaque coupure ; le tout dans la limite de l'attribution mensuelle des fonds faite comme il a été dit précédemment.

Telles sont les règles et modalités de paiement qui ont présidé au règlement des indemnités et avances aux sinistrés en réparation des dommages causés par la guerre.



## TITRE IV

---

# L'extension du rôle du Crédit National

---

## CHAPITRE I<sup>er</sup>

---

### **La réparation des dommages causés par les orages et par les crues**

---

Nous avons vu que la mise en œuvre du principe de solidarité nationale a fait admettre comme un axiome que la réparation de tous les dommages matériels causés par un cas de force majeure et atteignant un grand nombre de personnes et de biens, devait être considérée comme préjudice de la collectivité nationale et supportée par elle.

Ce principe nouveau devait trouver encore sa consécration à l'occasion des dommages matériels occasionnés par des cyclones dans certaines régions de la France d'outre-mer et par des orages et des crues dans le Midi et le Sud-Ouest de notre pays.

C'est ainsi qu'en vertu de la loi du 8 avril 1930, un fonds provisionnel de 1 milliard fut constitué en vue de la réparation sous forme d'allocations gratuites et d'avances à long terme et à intérêts réduits, des dommages de caractère exceptionnel causés aux particuliers, départements, com-

munes et établissements publics, à la suite d'orages et de crues d'une violence inouïe qui avaient sévi dans la vallée de la Garonne du 1<sup>er</sup> au 10 mars 1930.

Le crédit fut augmenté de 4 millions pour dépenses administratives par le décret du 6 janvier 1934 et de 100 millions pour les dépenses de reconstitution par la loi du 7 mai 1933.

Cette loi, issue d'un projet de M. Tardieu, Président du Conseil, et de M. Paul Reynaud, Ministre des finances, avait fait l'objet d'un rapport de M. Desprès, député, et d'une discussion à la Chambre qui l'adopta le 24 mars 1930 et au Sénat le 27 mars 1930.

Aux termes de la loi, les sinistrés devaient dans les deux mois faire à la mairie de leur commune la déclaration détaillée de leurs dommages matériels.

L'attribution des allocations gratuites ou des avances à intérêts réduits fut remise aux soins de commissions spéciales, qui rappellent les commissions cantonales de 1919 pour les régions envahies. Leur composition est définie à l'article 30 de la loi. Les allocations attribuées furent réglées en nature ou en espèces, d'accord avec les sinistrés.

Pour prévenir des spéculations dont quelques-unes scandaleuses avaient fleuri dans les régions libérées, l'article 8 prévoit des sanctions sévères contre les intermédiaires trop disposés parfois à profiter de la détresse des victimes. Il déclare :

« Toute convention, sous quelque forme qu'elle soit, relative à la cession totale ou partielle des dites avances ou allocations sera nulle de plein droit, sauf en ce qui concerne les échanges, cessions ou délégations de biens immobiliers en faveur de l'Etat, des départements, des communes ou des établissements publics.

Les contrevenants à cette disposition sont punis des peines prévues à l'article 40 du Code Pénal.

Est, en outre, nul de plein droit, tout mandat salarié ou rémunéré sous quelque forme que ce soit, notamment pour la constitution des dossiers.

La même nullité s'applique notamment à toute convention portant dation en gage ou apport en société des allocations ou avances ».

Les bénéficiaires furent tenus, dans l'intérêt collectif, à la réinstallation des anciens occupants dans les nouveaux locaux aux mêmes conditions qu'avant le sinistre, comme au emploi des fonds dans leur affectation première dans la commune ou dans la commune limitrophe.

L'article 12 spécifiait, en ce qui nous intéresse, l'autorisation donnée au Ministre des finances de passer avec le Crédit National une convention en vue d'étendre aux opérations de prêts confiés à cet établissement, la convention du 24 mars 1929 relative aux sinistrés de la Guadeloupe victimes d'un cyclone. Le taux des avances était fixé de 1 à 4 %, suivant l'importance des avances consenties et le délai maximum de remboursement fut fixé à 20 ans.

La convention prévue avec le Crédit National fut approuvée par la loi du 16 avril 1930. Le gouvernement fut autorisé à apporter aux conventions en cours les modifications utiles en vue de fixer les taux d'intérêt des prêts relatifs à la reconstruction : à 1 % jusqu'à 100.000 fr. ; à 2 % de 100.000 à 250.000 ; à 3 % au-dessus de 150.000 fr.

A cet effet intervint un avenant en date du 20 mai 1930; par analogie avec ce qui s'était passé dans les régions libérées, les intéressés furent autorisés à constituer entre eux des associations, pourvues de la personnalité civile, ayant

pour objet de procéder pour le compte de leurs adhérents au remploi des dites allocations et avances.

Le décret du 22 juin 1930 a réglé les modalités du fonctionnement des groupements de sinistrés ainsi constitués en application de l'article 80 de la loi du 16 avril 1930. Les bulletins d'attribution spécifiaient :

1°) les biens ayant donné lieu à des allocations ou avances ;

2°) le détail des opérations à effectuer (achat d'objets mobiliers, travaux de réparation ou de reconstruction) ;

3°) le montant des ressources affectées aux dites opérations (allocations, avances, contribution personnelle) ;

4°) la délégation expresse qu'ils consentaient au groupement des dites allocations et avances et, éventuellement, l'engagement de verser la contribution personnelle si elle avait été prévue.

Le droit souverain de décision appartenait à l'assemblée générale, à la majorité des voix présentes ou représentées.

Le groupement devenait solidairement responsable avec chaque adhérent des engagements pris, au nom de ces derniers, avec les tiers, conformément aux statuts, et les adhérents étaient tenus des dettes et obligations sociales proportionnellement au montant des sommes figurant sur le bulletin d'adhésion ; ils perdaient la possibilité de se retirer du groupement avant l'achèvement des travaux de reconstitution en vue desquels ils avaient adhéré au groupement.

Les ressources de ces groupements comprenaient :

1°) les versements faits par les adhérents pour leur part contributive au fonds commun destiné à faire face aux frais généraux du groupement ;

- 2°) les subventions et avances accordées par l'Etat ;
- 3°) des libéralités, dons et legs, faits au groupement ;

La direction des services régionaux de reconstitution fut confiée au Préfet de la Haute-Garonne, assisté d'un Comité technique spécial.

L'arrêté du Ministre de l'Intérieur, en date du 20 juin 1930, complété par les arrêtés des 19 janvier 1931 et 7 février 1931 et par les décrets des 6 août 1932 et 10 août 1933, organisa le contrôle du remploi des allocations attribuées aux sinistrés du Sud-Ouest.

Ce contrôle fut exercé par le Préfet en collaboration avec des services techniques suivant la nature du dommage, et sur justification du remploi total ou partiel pour tout mandatement excédant le quart des allocations attribuées. On visait ainsi à rendre la reconstruction effective afin que l'économie générale des départements éprouvés n'en fût pas atteinte pour l'avenir.

Nous avons dit que la loi du 8 avril 1930, modifiée et complétée par la loi du 16 avril 1930, avait créé un fonds provisionnel d'un milliard de francs, en vue de la réparation des dommages causés par les orages et crues dans la vallée de la Garonne et que des commissions locales d'évaluation présidées par un magistrat, comprenant des délégués de différents ministères et des représentants de sinistrés, avaient été chargées du soin de prononcer sur les allocations gratuites et les avances à attribuer aux sinistrés pour permettre de réparer leurs dommages et de relever leurs ruines.

Le service des avances fut confié au Crédit Foncier, à la Caisse Nationale de Crédit Agricole et au Crédit National. Il restait à déterminer, par décret prévu à l'article 8 de la loi du 16 avril 1930, les conditions d'application du crédit

ouvert en vue de la reconstitution des départements éprouvés. Ce fut l'objet du décret du 17 avril 1930, dont les dispositions sont les suivantes :

*Décret du 17 avril 1930*

Vu l'article 14 de la loi du 8 avril 1930, portant création d'un fonds provisionnel de 1 milliard de francs, en vue de la réparation des dommages exceptionnels causés par les orages et crues du 1<sup>er</sup> au 10 mars 1930 ;

Vu la loi du 16 avril 1930 portant approbation des conventions passées avec le Crédit Foncier de France, la Caisse nationale de Crédit Agricole et le Crédit National, pour l'application de la loi du 8 avril 1930 ;

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'Intérieur, du garde des Sceaux, ministre de la Justice, du ministre des Finances, du ministre du Budget, du ministre de l'Agriculture, du ministre du Commerce et de l'Industrie, du ministre du Travail et de la Prévoyance sociale et du ministre des Travaux Publics.

Décrète :

**Art. 1<sup>er</sup>.** — Donneront lieu à l'attribution des allocations et avances prévues par l'art. 1<sup>er</sup> de la loi du 8 avril 1930 les pertes des capitaux qui sont la conséquence directe des dommages causés par les orages et les crues du 1<sup>er</sup> mars au 10 mars 1930 dans la zone délimitée par l'arrêté du 12 mars 1930 et ses additifs.

**Art. 2.** — Peuvent bénéficier des dites allocations et avances toutes personnes physiques ou morales justifiant de leurs droits sur les biens détruits, disparus ou endommagés.

**Art. 3.** — En ce qui concerne les immeubles bâtis totalement détruits, le montant de l'allocation ne pourra, en aucun cas, dépasser le coût de la reconstitution en équivalent au jour du dommage. Les commissions devront tenir compte pour la fixation de l'allocation :

- a) de la nature et de l'importance des bâtiments ;
- b) de la situation personnelle du propriétaire ;

c) et éventuellement de l'état de vétusté et d'entretien des bâtiments.

En cas de différence entre le montant de l'allocation et le coût de reconstitution en équivalent, le sinistré pourra obtenir une avance à intérêt réduit. En ce qui concerne les immeubles bâtis partiellement endommagés, l'allocation et l'avance calculées comme il est dit ci-dessus seront réduites proportionnellement au coefficient de destruction.

Les mêmes règles seront applicables au matériel industriel, commercial, agricole ou artisanal, compte tenu de l'utilité des différents matériels détruits, disparus ou endommagés en vue de la reprise de l'exploitation. Pour le cheptel vif, les allocations pourront atteindre, suivant l'importance de l'exploitation, le coût de remplacement des animaux morts ou disparus.

En ce qui concerne les stocks de matières ou approvisionnements détruits ou endommagés dans les ateliers, usines ou magasins, il pourra être attribué une allocation à concurrence des sommes nécessaires pour la reprise de l'exploitation sinistrée, sans que cette allocation puisse en aucun cas dépasser le montant du dommage effectivement subi. Au cas où l'allocation serait inférieure au dommage subi, il pourra être accordé pour le surplus des avances à intérêt réduit.

En ce qui concerne les meubles meublants, il sera tenu compte, pour la fixation du montant de l'allocation, des besoins familiaux, ainsi que de l'importance du mobilier détruit, disparu ou endommagé.

**Art. 4.** — Les améliorations que les sinistrés se proposeraient d'apporter aux immeubles bâtis ayant subi des dommages pourront, dans la mesure où elles seront reconnues utiles et conformes à l'intérêt général, faire l'objet d'avances à intérêt réduit. Leur montant ne pourra, en aucun cas, dépasser celui des allocations et avances prévues à l'art. 3.

**Art. 5.** — La déclaration prévue par l'art. 2 de la loi devra porter la signature du sinistré ou de son représentant légal. Il en sera délivré un récépissé. Elle énoncera, d'une part, la nature des biens ou objets détruits, disparus ou endommagés, avec évaluation détaillée du montant des dommages ; d'autre part, l'indication des biens ou objets que le sinistré s'engage à reconstituer à l'aide des sommes qui lui seront attribuées. Elle mentionnera le cas échéant, le montant et l'affectation des avances sollicitées ; elle spécifiera, en outre, s'il y a lieu, confor-

mément à l'art. 4, la nature des améliorations que le sinistré s'engage à réaliser.

Il appartiendra aux intéressés de produire à l'appui de leurs déclarations tous documents, attestations ou pièces justificatives.

Toute déclaration reconnue intentionnellement exagérée ou fausse pourra entraîner le refus ou le retrait de tout ou partie des allocations ou avances, sans préjudice des peines de droit.

**Art. 6.** — Il sera créé, par arrondissement, une commission qui aura son siège au chef-lieu. Toutefois si le nombre des déclarations déposées dans les mairies l'exige, il pourra être créé, sur la proposition du Préfet, par arrêté du Président du Conseil, une ou plusieurs commissions supplémentaires. Cet arrêté fixera le ressort et le siège de chacune d'elles.

Les membres des commissions seront nommés par arrêté de Président du Conseil, sur les propositions des ministres intéressés, en ce qui concerne le magistrat président et les délégués des ministres prévus par l'art. 3 de la loi du 8 avril 1930, modifié par l'art. 9 de la loi du 16 avril 1930, sur la proposition du Tribunal Civil du chef-lieu du département, siégeant en chambre du conseil, dans les conditions prévues par le dernier paragr. de l'art. 3 de la loi en ce qui concerne les autres membres.

**Art. 7.** — Les maires des communes sinistrées devront, dans la huitaine du dépôt des déclarations, transmettre ces dernières avec les pièces qui les accompagnent aux présidents des commissions compétentes, qui devront leur en donner décharge.

Les commissions vérifieront la véracité et le bien fondé des déclarations qui leur seront soumises ; elles fixeront, dans les conditions prévues par l'art. 3 qui précède, le montant des allocations, ainsi que le maximum des avances qui pourront être consenties aux sinistrés par application des art. 3, 4, 11 et 12 du présent décret, en spécifiant distinctement la portion de ces avances qui sera affectée à la reconstitution en équivalent, comme il est dit à l'art. 3 ci-dessus, et la portion destinée aux améliorations prévues à l'art. 4. Elles se feront donner par les intéressés l'engagement de emploi, en équivalent, dans la commune, ou à titre exceptionnel, dans une commune limitrophe conformément à l'art. 7 de la loi.

**Art. 8.** — Les commissions pourront procéder sur place à des enquêtes par un ou plusieurs de leurs membres délégués à cet effet ;

requérir l'audition du sinistré ou de témoins, demander l'avis du ou des contrôleurs des contributions directes dans la circonscription desquels se trouvent les biens endommagés ou le domicile du sinistré ; exiger la production de documents propres à les éclairer, tels que polices d'assurances, titres de propriété, engagements de location, baux, avertissements de contributions, etc., ordonner des expertises. Les experts seront désignés par la commission. Ils devront être domiciliés dans des cantons autres que celui du lieu de l'expertise.

Les commissions statueront sans formalité ni procédure ; leurs décisions, non motivées, ne seront susceptibles d'aucun recours. Elles seront notifiées dans la quinzaine aux intéressés par voie administrative.

Les commissions devront tenir registre de leurs décisions et en transmettre le double aux préfets des départements sinistrés. A l'issue de leurs travaux, les registres originaux seront transmis au Ministère de l'Intérieur par l'intermédiaire des préfectures.

**Art. 9.** — Pour chaque déplacement nécessaire par l'exercice de leurs fonctions, les membres des commissions seront remboursés des frais que leur occasionne leur déplacement, ainsi qu'il suit :

**Membres non fonctionnaires**, dans les conditions et modalités prévues en faveur des fonctionnaires du groupe II par les décrets des 29 septembre 1926 et 19 mars 1930, relatifs aux frais de mission du personnel de l'administration centrale du ministère de l'intérieur.

**Membres fonctionnaires**, d'après la réglementation des frais de mission qui est applicable à la catégorie des fonctionnaires à laquelle ils appartiennent.

**Les experts** qui se déplacent au delà de 5 km. de la commune de leur résidence reçoivent une indemnité pour frais de voyage déterminée ainsi qu'il suit :

1<sup>o</sup>) si le déplacement est effectué ou pouvait s'effectuer par chemin de fer ou autre service de transport en commun, il leur est remboursé le prix d'un billet de 1<sup>re</sup> classe calculé, s'il se peut, d'après le tarif réduit applicable au trajet aller et retour ;

2<sup>o</sup>) si le déplacement ne peut s'effectuer par un de ces modes de transport, l'indemnité est fixée à 1,25 par km. parcouru, tant à l'aller qu'au retour ;

Lorsque les experts bénéficient d'un transport gratuit ou réduit à raison de leur fonction ou de leur emploi, leur indemnité pour frais de déplacement est diminuée du montant des avantages qui leur sont ainsi concédés ;

Les experts reçoivent en outre une indemnité fixée à 40 fr. par jour, s'ils se déplacent à moins de 20 km. de leur résidence, et à 60 fr. par jour, si la distance est supérieure à 20 km.

Le président et le secrétaire de la commission reçoivent en outre, une indemnité spéciale, qui sera fixée par arrêté du Président du Conseil et du Ministre du budget.

**Art. 10.** — Les allocations pourront être réglées en nature, soit sur la demande du sinistré, soit sur l'initiative de la commission, et, dans ce dernier cas, moyennant consentement écrit de l'intéressé.

**Art. 11.** — Les allocations en espèces seront mandatées par les préfets, sur justifications du remploi légal fournies par les intéressés aux services de reconstitution des préfectures. Le contrôle de ces justifications sera assuré dans les conditions qui seront fixées par arrêté du Président du conseil.

Il pourra être alloué par le Préfet, sur la demande de l'intéressé, et sans justification de remploi préalable, un premier acompte qui ne pourra excéder le quart du montant de l'allocation. Le surplus sera versé au fur et à mesure des justifications de remploi.

Au cas de non remploi partiel ou total des sommes versées dans le délai d'un an, leur remboursement sera poursuivi par les voies de droit.

**Art. 12.** — Les avances seront consenties aux sinistrés, suivant le cas, par le Crédit Foncier de France, la Caisse Nationale de Crédit agricole, ou le Crédit National. Les modalités de versement de ces sommes, du contrôle de leur utilisation et de leur recouvrement seront fixées par les conventions à intervenir entre le ministre des finances et les établissements susvisés.

Le taux de l'intérêt des avances a été modifié par l'avenant du 20 mai 1930, ci-dessus rapporté.

A cette œuvre de solidarité nationale, le Crédit National concourt, comme nous l'avons dit, en vertu de la Convention suivante annexée à la loi du 16 avril 1930.

## CONVENTION ENTRE L'ETAT ET LE CREDIT NATIONAL

Entre les soussignés : M. Paul Reynaud, Ministre des Finances, agissant au nom de l'Etat, d'une part,

et M. Martin (Louis), Président du Conseil d'administration du Crédit National pour faciliter la réparation des dommages causés par la guerre, agissant pour le compte de cet établissement, d'autre part, il a été convenu ce qui suit :

**Art. 1<sup>er</sup>.** — Par application de la loi du 8 avril 1930 et de l'art. 2 de la convention du 7 juillet 1919, modifiée par la convention du 24 mars 1929, le Crédit National s'engage à faire des avances aux exploitations industrielles et commerciales appartenant à des Français qui ont été victimes de dommages du caractère exceptionnel causés par les orages et les crues du 1<sup>er</sup> au 10 mars 1930, dans la zone délimitée par l'arrêté du 12 mars et ses additifs.

**Art. 2.** — Les avances prévues à l'article précédent pourront représenter l'excédent du coût de la reconstruction et de la réparation des bâtiments industriels et de leur matériel en équivalent et de la reconstitution des stocks de matières ou approvisionnements, sur les allocations qu'auront accordées les commissions instituées par l'art. 3 de la loi du 8 avril 1930. Leur montant sera basé sur les fixations faites à cet effet par les dites commissions.

Aucune avance ne pourra être accordée après le 31 décembre 1930, ni réalisée après le 31 décembre 1931.

**Art. 3.** — Les avances visées par les articles précédents seront soumises aux conditions et aux garanties prévues par les statuts du Crédit National, et le règlement intérieur du 27 février 1920, sous les réserves suivantes :

les avances pourront avoir une durée maxima de 20 années ;

l'intérêt sera de 1 % jusqu'à 50.000 fr.

2 % de 50 à 100.000

3 % au-delà de 100.000

Dans le cas de prêts hypothécaires et s'il existe des hypothèques antérieures, le 1<sup>er</sup> rang ne sera pas exigé et le montant des avances du Crédit National, joint à celui des prêts antérieurs, pourra être supérieur à la moitié de la valeur du gage, sans toutefois pouvoir dépasser l'intégralité de cette valeur, appréciée par le Crédit National.

**Art. 4.** — Les sommes destinées à ces prêts seront avancées par l'Etat au Crédit National sur le fonds prévu par l'art. 1<sup>er</sup> de la loi du 8 avril 1930 et s'ajouteront à celle de 500 millions fixée par l'art. 2 de la convention du 7 juillet 1919. Les remboursements faits par les emprunteurs au Crédit National seront reversés à l'Etat dans les 15 jours de leur encaissement, de même que les intérêts, sous les déductions prévues par l'art. 2 de la convention du 24 mars 1929.

**Art. 5.** — Tout emprunteur désigné par la commission devra adresser au Crédit National dans la quinzaine qui suivra la décision :

1<sup>o</sup> un extrait de la délibération de la commission qui l'aura admis à emprunter dans les conditions de la présente convention :

2<sup>o</sup> une demande d'emprunt à laquelle seront jointes les pièces exigées par le Crédit National de cet emprunteur, aux termes de ses statuts et de son règlement intérieur.

Après réception et instruction de cette demande, le Conseil d'administration du Crédit National prendra, s'il y a lieu, une décision autorisant le prêt et en fixant le montant, ainsi que le délai et les modalités de remboursement. La remise des fonds aura lieu au fur et à mesure de l'avancement des travaux et achats de reconstitution et dans les conditions déterminées par le contrat de prêt. L'état d'avancement des travaux, l'ordre d'exécution et leur valeur seront constatés par des représentants du Crédit National.

**Art. 6.** — Le fonds de réserve institué par les alinéas 2 et 3 de l'art. 8 de la convention du 24 mars 1929, s'accroîtra, par dérogation à l'alinéa 5 du même article, de 30 % des prêts consentis en vertu de la présente convention.

Fait en double à Paris, le 11 avril 1930.

Le Ministre des Finances, signé : Paul Reynaud.

Le Président du Conseil d'administration du Crédit National

Signé : Louis Martin.

## CHAPITRE II

---

### **La réparation des dommages dans la France d'Outre-Mer**

---

#### *LE CRÉDIT COLONIAL*

Dans une heureuse formule qui a fait son chemin, un de nos ministres des Finances a déclaré un jour cette vérité, qui a d'abord étonné ceux de nos compatriotes encore trop ignorants des choses coloniales :

La France est un Empire de 100 millions d'habitants.

Pour parfaire cette définition, on a substitué au qualificatif de colonies l'appellation non moins heureuse de France d'Outre-Mer, afin de bien souligner que les résultats féconds de notre judicieuse politique coloniale d'assimilation a abouti à faire de l'Empire Colonial Français un bloc solide, un dans sa diversité et animé de vie intense et progressive qu'on ignore encore trop dans la métropole.

Quiconque a circulé dans nos territoires d'outre-mer n'a pu qu'être grandement frappé de sentir quel puissant levain l'esprit humanitaire, libéral, tolérant et créateur français y a apporté ; avec quelle fierté les indigènes se réclament de la qualité française. C'est qu'ils sentent et constatent chaque jour davantage combien le législateur français, et plus encore dans les temps tout récents, témoigne aux territoires de la France d'Outre-Mer la même solli-

citude qu'à n'importe quelle autre partie du territoire français, qu'il s'agisse de progrès social ou de manifestation de solidarité nationale.

A maintes reprises dans le passé, certains de ces territoires plus spécialement situés dans la zone tropicale, où sévissent parfois de violents cyclones, avaient eu à souffrir de dommages matériels considérables. Le plus souvent des subventions inscrites aux budgets locaux ou généraux étaient venues, dans le passé, aider à la reconstitution dans une plus ou moins large mesure, suivant les disponibilités du moment.

Un pas de plus a été fait.

Le sentiment de la plus grande unité française, et le sentiment plus vif de solidarité nationale, fruits heureux de la dernière guerre, ont fait étendre à la France d'Outre-Mer le bénéfice des dispositions que nous avons analysées et dont ont d'abord profité les régions libérées de France.

C'est ainsi qu'à la suite d'un terrible cyclone qui avait ravagé la Guadeloupe le 12 septembre 1928, une loi du 10 avril 1929 a accordé aux propriétaires victimes de ce cyclone, au département de la Guadeloupe, des prêts à long terme et à intérêts réduits.

A cette occasion le rôle du Crédit National fut élargi et, par une convention en date du 24 mars 1929, cet établissement fut habilité en vue de ce but.

Ce n'était encore qu'un premier pas, dans le sens de l'application extensive de l'idée de solidarité nationale, qui veut que l'Etat porte une attention collective et accrue à l'intérêt bien compris et général de chaque partie du territoire, par des subventions ou aides appropriées, lorsqu'il s'agit de réparer des dommages exceptionnels et d'intérêt collectif.

Ainsi, c'est avec une certaine fierté qu'on peut noter une manifestation réaliste de la judicieuse politique française à l'égard de la France d'Outre-Mer, dans la loi du 27 février 1931 qui dispose :

« Le Ministre des Finances et le Ministre des Colonies sont autorisés à passer avec le Crédit National des conventions étendant à des prêts que cet établissement consentirait à des exploitations agricoles, commerciales ou industrielles, appartenant à des citoyens, sujets ou protégés français et situées dans les colonies, pays de protectorat ou pays sous mandat, tout ou partie des dispositions contenues dans l'art. 8 de la convention du 24 mars 1929 ».

Cette convention a eu d'abord pour objet, nous l'avons dit, de faciliter par des prêts accordés à la Guadeloupe la réparation des dommages causés aux exploitations industrielles, commerciales ou agricoles appartenant à des Français ayant souffert du cyclone du 12 septembre 1928.

En conséquence, la loi du 10 avril 1929 autorisa la colonie de la Guadeloupe à inscrire à son budget les sommes nécessaires pour assurer le paiement, pendant toute la durée des prêts consentis, de la contribution de 1 % prévue à l'art. 4 et des dépenses pouvant résulter de l'application de l'art. 8 de la convention dont nous allons parler, passée avec le Crédit National.

Il fut en outre décidé, par analogie de ce qui avait été fait à l'occasion de la reconstitution des régions libérées, que « les intérêts, arrérages et tous autres produits des prêts consentis par le Crédit National en exécution de la dite convention, approuvée par la loi du 10 avril 1929, seront exempts de l'impôt cédulaire sur le revenu, tant en France que dans la colonie de la Guadeloupe ».

La convention à laquelle il est fait allusion fut passée à Paris le 24 mars 1929 entre M. Henry Chéron, Ministre des Finances et M. André Maginot, Ministre des Colonies, tous deux au nom de l'Etat, d'une part,

et M. Martin (Louis), Président du conseil d'administration du Crédit National agissant pour le compte de cet établissement, d'autre part.

Pour habiliter le Crédit National en vue de son rôle nouveau, la convention initiale du 7 juillet 1919, que nous avons analysée au début de cette étude fut l'objet des modifications suivantes :

#### CONVENTION ENTRE L'ETAT ET LE CREDIT NATIONAL

**Art. 1<sup>er</sup>.** — L'art. 2 de la convention du 7 juillet 1919 est complété « in fine », par les mots suivants :

et d'exploitations industrielles, commerciales ou agricoles établies en Algérie, dans les colonies, pays de protectorat et pays sous mandat et appartenant à des Français ».

**Art. 2.** — Les art. 5 et 12 de la convention du 7 juillet 1919 sont remplacés par le texte suivant :

« Les avances prévues à l'art. 2 ci-dessus seront effectuées sous la responsabilité du Crédit National, dans les conditions indiquées par les statuts et par le règlement intérieur de la société approuvé par le ministre des finances.

« Les taux d'intérêt de ces avances seront fixés par le conseil d'administration, sous réserve de l'approbation du ministre des Finances. Ils pourront toujours être modifiés pour les affaires non encore traitées.

« Ces taux ne pourront dépasser de plus de 1 % le prix de revient en intérêt, primes et lots, (compte tenu des impôts s'ils ne sont pas laissés à la charge des porteurs), des obligations en circulation au moment de la fixation des taux d'intérêt des avances en question. Ils ne pourront être inférieurs au taux fixé par le conseil d'administration pour les prêts qu'effectue le Crédit National sur ses propres fonds, en application de l'art. 17 ci-dessous.

« Cet intérêt comprendra une contribution de 1 % par an se décomposant de la manière suivante :

0,50 % pour alimenter une réserve spéciale pour risques de contrats en cours ;

0,50 % à la disposition du conseil d'administration.

Les sommes payées au Crédit National à titre d'intérêt de ces avances seront, dans un délai de 15 jours après l'encaissement, reversées à l'Etat, sous déduction de la contribution de 1 % prévue ci-dessus.

**Art. 3.** — Par application de l'art. 1<sup>er</sup> ci-dessus, le Crédit National s'engage à prêter aux exploitations industrielles, commerciales ou agricoles établies dans la colonie de la Guadeloupe et appartenant à des Français, qui ont souffert du sinistre du 12 septembre 1928 et qui auront été désignées par la commission indiquée à l'art. 5 de la présente convention, une somme de 175 millions, au maximum, laquelle sera spécialement affectée et employée à la reconstruction et à la réparation des bâtiments industriels et de leur matériel, ainsi que des cultures, des plantations et des bâtiments en dépendant. Aucune avance ne pourra être accordée après le 31 décembre 1929 ni réalisée après le 31 décembre 1930.

Ces fonds seront prélevés sur la somme de 500 millions prévue par l'art. 2 de la convention du 7 juillet 1919, dont partie pourra être rendue disponible dans la mesure utile au moyen de ventilation entre les prêts faits sur cette somme et les prêts faits sur fonds propres.

**Art. 4.** — Les avances visées par l'art. 3 ci-dessus seront soumises, aux conditions et aux garanties prévues par les statuts du Crédit National et le règlement intérieur du 27 février 1920, sous les réserves indiquées dans le présent article et dans les articles 5 et 6 ci-après.

Les avances pourront avoir une durée maxima de vingt années. Elles seront effectuées au taux de 5 %. Les remboursements anticipés seront admis sans indemnité. Dans l'examen des garanties, les hypothèques non inscrites pourront être négligées. En tant qu'elles couvriraient des frais de plantations annuelles ou temporaires, les avances devraient être couvertes à due concurrence et au fur et à mesure de la récolte par des garanties spéciales, telles que warrants sur marchandises admises par le Crédit National et entreposées dans des magasins acceptés par lui.

La colonie de la Guadeloupe versera au Crédit du compte courant du Crédit National à la Banque de France, aux dates d'exigibilité, des

semestres d'intérêt ou des annuités de remboursement jusqu'à l'amortissement complet des prêts, une somme égale à 1 % de leur montant initial. Le Crédit National reversera cette contribution à l'Etat dans un délai de 15 jours après l'encaissement.

**Art. 5.** — Une commission siégeant au chef-lieu de la colonie désignera les bénéficiaires des prêts faits en exécution de la présente convention.

Cette commission sera composée de :

2 membres nommés par le Ministre des Colonies.

2 représentants de l'administration des Finances

et 2 membres nommés par le Directeur général du Crédit National.

**Art. 6.** — Tout emprunteur désigné par la commission indiquée ci-dessus devra adresser au représentant du Crédit National dans la Colonie, dans la quinzaine qui suivra la décision de ladite commission :

1<sup>o</sup> un extrait de la délibération de la commission qui l'aura admis à emprunter dans les conditions de la présente convention ;

2<sup>o</sup> une demande d'emprunt à laquelle seront jointes les déclarations et pièces exigées par le Crédit National de ses emprunteurs, aux termes de ses statuts et de son règlement intérieur.

Après réception et instruction de cette demande, le Conseil d'administration du Crédit National ou son représentant prendra, s'il y a lieu, une décision autorisant le prêt et en fixant le montant, ainsi que le délai et les modalités de remboursement.

La somme prêtée ne pourra dépasser 75 % des dégâts évalués par la commission, ni excéder 75 % de la dépense qui sera jugée nécessaire par le Crédit National ou son représentant pour la reconstitution des biens détruits ou endommagés.

Les dommages subis par plusieurs exploitations industrielles pourront être réunis.

La remise des fonds aura lieu au fur et à mesure de l'avancement des travaux et dans les conditions déterminées par le contrat de prêt ; l'état d'avancement des travaux, l'ordre d'exécution et leur valeur seront constatés par le représentant du Crédit National.

**Art. 7.** — Le droit de propriété des emprunteurs et des précédents propriétaires pendant 30 ans sera vérifié et établi sous sa responsabilité par le notaire qui recevra l'acte de prêt. En conséquence, le Crédit National ne sera pas responsable des irrégularités qui, par erreur, omission, ou autrement, pourront exister dans l'établissement du droit de propriété et la Colonie ne pourra, en aucun cas, se prévaloir, pour

refuser ses versements, de ces irrégularités et des contestations auxquelles elles pourront donner lieu.

**Art. 8.** — La période de 10 ans prévue par le 2<sup>e</sup> paragr. de l'article de la convention du 7 juillet 1919 est portée à vingt ans.

Sur le produit de la majoration et avant le partage prévu par l'art. 8 de la dite convention, un prélèvement de 12 millions sera opéré chaque année pour constituer un fonds de réserve spécial aux prêts prévus à l'art. 3, le fonds de réserve constitué en vertu de l'art. 15 de la convention du 7 juillet 1919, étant affecté aux autres prêts faits en France, en Algérie, dans les colonies, pays de protectorat et pays sous mandat français, tant sur le compte des 500 millions que sur les fonds propres du Crédit National.

Ce prélèvement sera appliqué pour la première fois aux résultats de l'année 1919.

Le fonds de réserve spécial aux prêts prévus par l'art. 3 recevra, en outre, le produit de la contribution de 0,50 % afférente auxdits prêts.

Au fur et à mesure que des pertes seront imputées sur ce fonds de réserve, la colonie réservera 1/5 de ces pertes en capital. L'imputation des pertes sur le dit fonds de réserve aura lieu au plus tard un mois après l'échéance du 2<sup>e</sup> semestre impayé, ou, en cas de faillite ou de liquidation judiciaire du débiteur, dès le dépôt du bilan au Tribunal de Commerce, les avances devenant alors immédiatement exigibles. Les recouvrements ultérieurs donneront lieu à reversements proportionnels au fonds de réserve et à la colonie.

Si le fonds de réserve spécial atteignait à un moment donné, après la conclusion de tous les prêts consentis aux sinistres de la Guadeloupe, 75 % du solde de ces prêts, il cesserait de recevoir des versements sur les prélèvements de 12 millions, qui seraient alors intégralement versés à l'Etat.

Au 1<sup>er</sup> janvier 1953, après amortissement des pertes de toute nature, le fonds de réserve sera partagé, à raison de 9/10 pour l'Etat et de 1/10 pour le Crédit National. Les recouvrements ultérieurs seront partagés à raison de 20 % pour la Colonie, 72 % pour l'Etat, et 8 % pour le Crédit National.

Fait en double à Paris, le 24 mars 1929.

Le ministre des Finances, signé : Chéron.

On se rappelle que, dès son origine, en plus de l'aide pour la réparation des dommages matériels causés par la guerre, un rôle propre à permettre au Crédit National de participer au relèvement économique lui avait été dévolu par l'ouverture d'un crédit de 500 millions en vue de prêts à des établissements industriels, commerciaux ou agricoles.

C'est en vertu de la même idée et en vue du même but que le crédit de 175 millions destiné à la Guadeloupe fut attribué avec cette affectation budgétaire.

Remarquons que, dans ce cas, où il n'y a pas lieu à garantir des annuités de bons ou d'obligations, il a été spécifié que les remboursements anticipés sont admis sans indemnité et qu'au sujet des garanties de prêts, et eu égard à leur objet, on note la particularité que les avances consenties, en tant qu'elles couvrent des frais de plantations annuelles ou temporaires, doivent, à due concurrence, faire l'objet de garanties spéciales, telles que warrants sur marchandises, largement utilisés aux colonies avec le prêt sur récolte pendante. Par mesure de sécurité des prêts, une marge de 25 % est laissée entre le montant de l'évaluation des dégâts et la somme prêtée. En dehors du fonds de réserve général résultant du jeu des dispositions de l'art. 15 de la convention du 7 juillet 1919, il a été institué ici un fonds de réserve spécial par prélèvement annuel de 12 millions sur le produit de la majoration visée à cet article et avant le partage prévu à l'art. 8 de la dite convention.

Comme on le voit, le fonctionnement de ce service de crédit a été organisé d'une façon utile et pratique, mais aussi avec toutes les garanties et la prudence désirables et louables pour la sauvegarde, en même temps que pour le service de l'intérêt collectif bien compris.

Telles sont les dispositions législatives qui, en organisant l'activité extensive du Crédit National, ont permis l'active participation de cet établissement à la réparation de certains dommages importants de caractère exceptionnel survenus dans nos possessions d'outre-mer et à la reprise économique dans ces mêmes contrées.

Il restait à parfaire cette œuvre d'entr'aide collective et la logique française, l'esprit de suite et l'esprit créateur français, qui ont été couronnés de tant de magnifiques réussites dans nos territoires d'outre-mer, n'y ont point manqué. Il restait à associer le Crédit National à une institution permanente de crédit aux Colonies qui pût bénéficier de l'expérience acquise par le Crédit National dans ses rôles divers au cours de ces 25 années écoulées.

Ce fut l'œuvre du Décret du 8 août 1935. Il fait partie d'un premier « train » de Décrets divers pris en vue d'insuffler une vie nouvelle à l'économie générale du pays. C'est en vertu de ce Décret que le « Crédit Colonial » fut créé.

En effet, il est exposé dans le rapport au Président de la République :

« La crise économique mondiale, qui a fait sentir durement ses effets dans les territoires de la France d'Outre-Mer, a eu, entre autres conséquences, celle de mettre en lumière l'insuffisance et les lacunes de l'organisation du crédit aux colonies.

« A côté des Banques d'émission, qui constituent l'armature essentielle de la distribution du crédit dans nos possessions d'outre-mer, à côté des banques d'affaires privées, qui, malgré l'ébranlement que la crise a occasionné à certaines d'entre elles, viennent compléter l'œuvre des banques privilégiées, en exploitant certains compartiments d'activité bancaire que la rigueur de leurs statuts interdit à

ces dernières, à côté du Crédit agricole, qui dispense aux petits planteurs les crédits dont ils ont besoin pour la mise en valeur saisonnière de leurs terres, il est apparu qu'il manquait une institution de crédit qui, s'appuyant sur des fondations solides, distribuât aux entreprises coloniales les crédits à moyen et à long terme qui leur sont indispensables ».

L'institution du Crédit Colonial a eu pour but de combler cette lacune.

A ces fins, le décret s'est rallié aux conclusions de la conférence économique de la France métropolitaine et d'outre-mer pour réaliser cette création et faire appel à l'expérience du Crédit National et des banques coloniales d'émission. Le texte consacre l'étroite collaboration de tous ces établissements pour le fonctionnement du Crédit Colonial.

A cet effet, le Ministre des Finances et le Ministre des Colonies ont été autorisés à conclure :

1°) une convention avec le Directeur général du Crédit National pour la constitution d'une Société anonyme sous la dénomination de « Crédit Colonial ».

2°) une deuxième convention avec le même Directeur, agissant pour le compte du Crédit National, en vertu de la délibération d'autorisation du conseil d'administration de cet établissement en date du 4 octobre 1932, en vue d'apporter aux statuts les modifications propres à habilitier le Crédit National à cet objet nouveau.

Le même texte approuve les statuts du Crédit Colonial. Il autorise la Banque de l'Indo-Chine, la Banque de l'Afrique Occidentale, la Banque de Madagascar et les banques coloniales régies par la loi du 21 mars 1919 à participer à la constitution du capital du « Crédit Colonial ».

Il est, en outre, spécifié que les prêts effectués par le Crédit Colonial pourront être garantis par les Colonies, protectorats et territoires sous mandat, relevant du Ministère des Colonies. Et, par analogie avec les dispositions des textes précédemment commentés, les intérêts des avances consenties par ce dernier établissement sont dispensés de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières et des créances.

Les statuts du « Crédit Colonial » ont été calqués sur ceux du Crédit National. Ils figurent *in extenso* au Journal officiel de la République du 3 septembre 1935.

La société a pour objet de consentir des prêts portant intérêt, d'une durée qui ne pourra être ni inférieure à 3 ans, ni supérieure à 10 ans, en vue de faciliter la création, le développement, la remise en marche ou le fonctionnement d'exploitations ou d'entreprises exerçant leur activité dans les territoires dépendant du ministère des colonies et appartenant à des Français, sujets ou protégés français.

Le siège social de la Société est à Paris, 49, rue Saint-Dominique.

Le capital social, fixé à 20 millions, est divisé en 4.000 actions de 5.000 fr. chacune ; il a été souscrit en numéraire par les banques ci-dessous, dans les proportions suivantes :

|                                 |              |
|---------------------------------|--------------|
| Crédit National a souscrit      | 2000 actions |
| Banque de l'Indochine           | 525 »        |
| Banque de l'Afrique Occidentale | 525 »        |
| Banque de Madagascar            | 350 »        |
| Banque de la Martinique         | 100 »        |
| Banque de la Guadeloupe         | 100 »        |
| Banque de la Réunion            | 100 »        |
| Banque de la Guyane             | 50 »         |

Les colonies ont reçu 150 actions de la Société entièrement libérées et le Crédit National 100 autres.

En dehors de son capital et de ses réserves, la Société du Crédit Colonial peut se procurer des ressources par l'émission d'obligations et par des avances du Crédit National.

Les émissions d'obligations sont décidées, sur la proposition du Conseil, par l'assemblée générale annuelle, ou, s'il est nécessaire, par une assemblée générale convoquée extraordinairement, mais délibérant aux conditions du quorum et de la majorité fixés par les art. 30 et 31 (un quart du capital social et à la majorité des voix, chaque membre de l'assemblée ayant autant de voix qu'il possède ou représente d'actions).

Dès la constitution de la Société, le Conseil d'administration fut autorisé à procéder à l'émission d'obligations jusqu'à concurrence d'un capital nominal de 500 millions.

Comme pour les obligations du Crédit National, chaque émission doit être autorisée par un arrêté du Ministre des Finances et le Ministre des Colonies, - qui en arrêtent les modalités.

Elles peuvent être assorties de lots et de primes payables au moment du remboursement.

Quant aux prêts consentis par le Crédit Colonial, ils doivent être garantis par une hypothèque de premier rang, par un nantissement immobilier de premier rang, par un engagement de caution solidaire ou par la garantie des colonies, protectorats ou territoires sous mandat ou enfin par des titres agréés par le Conseil d'administration.

Ils sont autorisés, après avis et approbation d'un Comité spécial de prêt siégeant au chef-lieu de chaque colonie. Par

analogie avec le règlement du Crédit National, un règlement intérieur du Crédit Colonial fixe les modalités et détails du fonctionnement intérieur de cet établissement.

Telles sont les règles générales qui président à l'activité du « Crédit Colonial », en liaison intime avec les Banques privilégiées Coloniales et le « Crédit National » pour la mise en œuvre et le développement des immenses et si diverses ressources de notre plus grande France d'Outre-Mer.



## CONCLUSION

---

Au terme de ces développements, il nous paraît utile, en conclusion, de dégager la synthèse de nos explications pour en tirer une appréciation du rôle du Crédit National dans la branche du crédit à moyen terme vers lequel l'activité de cet établissement a été plus spécialement orienté, et pour en dégager également des vues en ce qui a trait à la politique générale du Crédit.

Deux documents récents de haute valeur sont à citer à ce sujet. Ce sont : l'ouvrage de M. le Professeur Louis Baudin sur la « Réforme du Crédit », et le rapport de M. Auboyneau, inspecteur des Finances, qui a motivé les conclusions du Conseil National Economique en date du 11 juillet 1938 sur « le Crédit à moyen terme ».

\*  
\* \*

En suivant le processus de la création, de l'organisation et du fonctionnement du Crédit National, nous avons constaté que cet établissement, d'abord créé pour faciliter la réparation des dommages de guerre et concourir au financement des dépenses de reconstruction dans les régions envahies, comme une sorte de guichet de l'Etat, a vu, en premier lieu, ce rôle essentiel s'élargir pour le financement des fonds de roulement indispensables à la mise en marche des exploitations des sinistrés.

Par la suite, par extension et déduction logiques de la notion de solidarité nationale, on fut amené à assimiler aux sinistrés les industriels et commerçants des régions dévas-

tées qui avaient eu à souffrir dans leurs affaires des événements de guerre ; puis aux nationaux d'autres régions de la France métropolitaine et d'Outre-Mer, qui, victimes de dommages exceptionnels dûs à des cyclones, des orages ou des crues, fut étendu le bénéfice d'une législation analogue.

Nous avons vu que dans la réparation des dommages et la reconstitution des entreprises dans le Midi et le Sud-Ouest de la France, l'expérience acquise lors de la reconstitution des régions envahies a servi grandement, par la transposition et l'extension du principe et des moyens déjà employés ailleurs, et que, par les indemnités et le Crédit à moyen terme, l'aide apportée aux Colonies a abouti à la création du Crédit Colonial, appelé à favoriser grandement le développement économique de nos territoires d'Outre-Mer.

Le Crédit National nous est apparu comme un établissement « service public » vivant à la fois des ressources privées, comme les autres établissements de crédit à moyen terme, mais aussi d'avances importantes de l'Etat.

Mais alors que les prêts des établissements privés dépassent rarement 5 ans, ceux du Crédit National vont de 3 ans, à 10 ans et 15 ans.

Ces prêts ne peuvent dépasser 15 millions par emprunteur.

Le rôle du Crédit National a encore été assoupli par un décret en date du 29 août 1933, qui a permis à cet établissement d'escompter les bons émis par les Etats étrangers ou les Sociétés étrangères chargées de services publics. Ces dispositions jouent pour le paiement des opérations prévues par la loi du 10 juillet 1928, relative à l'assurance-crédit de l'Etat, en ce qui concerne les opérations d'exportations intervenant avec les administrations publiques étrangères et les Sociétés chargées d'un service public à l'étranger.

Au sujet du contrôle des emprunteurs et de son adaptation à la structure économique des entreprises, nous avons noté l'heureuse organisation particulière au Crédit National et au Crédit Colonial, qui fonctionnent sous la forme d'un « Comité des Prêts ». Ce comité statue d'après les rapports des inspecteurs des prêts. Ceux-ci jugent sur place et sur pièces. Ils se livrent à une enquête détaillée sur la valeur totale de l'actif et des garanties offertes, et se renseignent auprès des Banques de la région sur le crédit de l'emprunteur ; ainsi le crédit peut être alloué en toute connaissance de cause et avec le maximum de sécurité.

Nous savons également que les moyens mis en œuvre pour alimenter les caisses de ces deux établissements ne diffèrent pas de ceux qu'emploie le Trésor par l'émission des Bons du Trésor et de la Défense Nationale.

En dehors des emprunts garantis par l'Etat destinés surtout au financement des dommages de guerre, le Crédit National a émis sur sa seule signature pour quelques centaines de millions de bons : les possibilités de placement de ces bons par le Crédit National sont très larges, et on peut envisager pour cette raison l'accroissement assez aisé de ses ressources, bien que le prix de revient des émissions du Crédit National soit élevé et, par là, conditionne les taux des prêts, assez onéreux.

Les très importantes avances de l'Etat viennent parfaire les besoins de la trésorerie de cet établissement. Ce fait a même pris le caractère d'une collaboration intime et permanente entre le Trésor et le Crédit National, dans les conditions et avec les conséquences que nous avons précédemment exposées.

Ce fait a donné à cet établissement un caractère de « semi-public » accentué.

\*  
\*\*

Etayé sur ces bases, et sa possibilité d'action étant assortie de ces moyens, le Crédit National a été ainsi en mesure de financer avec régularité la reconstitution des régions libérées et celle des autres régions de la France continentale et d'outre-mer en raison de dommages d'un caractère exceptionnel, et d'apporter, par les facilités de trésorerie résultant des prêts à moyen terme, une aide précieuse à de nombreuses entreprises industrielles, commerciales et agricoles, un peu partout dans l'Empire Français.

Il est donc permis d'affirmer que l'institution du Crédit National a été une initiative à la fois hardie et rationnelle des plus heureuses.

Elle a largement contribué et continue encore efficacement à concourir à la consolidation et à la reprise de l'activité économique générale dans notre pays.

Nous pensons que le caractère « semi-public » de cet établissement, tel qu'il résulte de la participation de l'Etat, aux charges, au contrôle et aussi aux bénéfices, ne saurait être critiqué.

L'objet de la Société du Crédit National, tel qu'il découle des statuts et des modifications ultérieures qui y ont été successivement apportées afin d'habiliter cet établissement aux rôles nouveaux qui lui ont été impartis, comme nous l'avons exposé, a, en effet, un caractère d'intérêt collectif et national qui explique et justifie amplement ici la participation de l'Etat dans ce rôle de distributeur de crédit.

Il en est résulté, avec une gestion saine et prévoyante, des éléments de sécurité et d'ordre, qui ont permis les utiles réalisations qui ont eu une profonde et heureuse répercussion sur l'économie générale de la nation.

Dans une sage limite, l'Etat a joué en cela et par ces moyens le rôle supérieur d'animateur de l'activité économique nationale, qui est bien dans la ligne des fonctions normales dévolues à l'Etat.

D'une façon toute particulière, il faut se féliciter de l'extension de l'activité du Crédit National à la France d'Outre-Mer en liaison intime avec le Crédit Colonial. Les Français ont enfin découvert que l'heureuse politique d'assimilation, poursuivie méthodiquement dans nos colonies, depuis un demi siècle, a su créer, non seulement un bloc humain de plus de 100 millions d'habitants, animé par un même souffle civilisateur et d'un même idéal humanitaire et national ; mais aussi un bloc économique dont on ne connaît pas assez en France la diversité et l'importance des ressources qu'il tient en réserve. Sa mise en valeur, trop théoriquement d'abord, avait été décidée il y a quelques 10 années. Elle est entrée à présent dans la voie des réalisations pratiques, progressives et rationnelles qui, poursuivies avec ténacité, assureront à nos industries les plus diverses, et des ressources en matières premières et des débouchés très larges pour l'avenir immédiat.

Mais la mise en valeur de notre immense empire d'outre-mer nécessite et nécessitera longtemps encore des capitaux considérables. Le concours des établissements sérieux, bien étayés et sainement gérés comme le sont les Banques privilégiées des Colonies, le Crédit Colonial et le Crédit National, est susceptible d'apporter à cette œuvre de mise en valeur une aide efficace, pratique et éclairée, et à la collectivité nationale, avec les plus larges profits, une plus grande force, en même temps qu'un gage de sécurité, en cas de crise économique, par l'assurance d'un vaste marché privilégié.

Le seul équipement des voies routières, des voies ferrées, des ports, des entreprises industrielles, agricoles ou de transport, est susceptible d'absorber une large part de nos productions nationales.

La voie dans laquelle l'Etat s'est engagé en soutenant les Banques Coloniales Privilégiées, le Crédit Colonial et le Crédit National, conduira à coup sûr à des résultats féconds et utiles. Une sage politique d'économie nationale bien comprise conseille d'y persister.

\*  
\* \*

Poser ce principe et formuler cette affirmation, c'est en même temps poser la question du Crédit à moyen terme et de la réforme du Crédit.

Comme le note le Conseil National économique dans son rapport du 11 juillet 1938, aussi bien dans la métropole qu'aux colonies, la crise économique de ces dernières années a donné au problème du crédit à moyen terme une acuité particulière, depuis que les fluctuations économiques ont rendu plus précaires les trésoreries privées, en même temps que la crise financière provoquait un renchérissement du loyer de l'argent.

Les deux obstacles qui, au cours de ces dernières années, se sont opposés aux besoins incontestables du Crédit à moyen terme tiennent, d'une part, à l'insuffisance des ressources et à la cherté du crédit et, d'autre part, aux difficultés techniques inhérentes au Crédit à moyen terme.

Sur ces points, il nous paraît intéressant de résumer, comme suit, les conclusions du Conseil National économique : Les besoins du Trésor public exercent sur les disponibilités du marché une action prépondérante et les circonstances actuelles font que ces besoins priment tout.

Mais la guerre finie, la reprise économique générale, non plus seulement aux fins d'armement à outrance, mais d'œuvres créatrices de richesses, reprendra sa place normale de premier plan, et il semble que les disponibilités des établissements privés et des établissements financiers semi-publics pourraient alors être plus largement utilisées, si ces possibilités étaient mieux connues du public. Un effort de publicité est à faire dans ce sens.

L'investissement des ressources privées dans les établissements de crédit à moyen terme, a été freiné par une fiscalité excessive. Il y aurait intérêt à la comprimer en même temps qu'à diminuer les charges qui pèsent sur les garanties hypothécaires. Il y aurait lieu parallèlement d'élargir les facilités de réescompte.

Quant aux difficultés techniques inhérentes au crédit à court terme, leur solution pourrait résulter du renforcement de l'autorité et de l'initiative des groupements corporatifs régionaux. Ceux-ci devraient en même temps poursuivre une action de moralité auprès de leurs adhérents, pour s'assurer de la solvabilité de leurs emprunteurs et les inviter au respect des engagements avec ponctualité dans les paiements aux échéances.

Il semble qu'en apportant ses encouragements, son contrôle supérieur et éventuellement son appui à ces fins, l'Etat restera dans sa mission utile d'organe supérieur, directeur général et animateur de l'économie générale du pays, sans risquer de devenir « l'Etat-Providence » pourvoyeur de tout, et bouc émissaire de tous les à-coups.

Ce rôle n'est point désirable et il ne pourrait qu'être néfaste à un bon et sain équilibre économique, en annihilant les initiatives privées, qui s'avèrent encore les meilleures créatrices de richesses et d'épargne. Or, mieux que

jamais on peut se rendre compte que l'épargne française est l'armature solide de la nation.

C'est qu'en effet, comme le fait très judicieusement remarquer M. le Professeur Louis Baudin, dans l'alerte introduction de son ouvrage : « La réforme du Crédit ». Le mot crédit a trop pris durant ces dernières années un caractère fascinateur et mystérieux. Il est devenu, écrit-il, « l'espoir suprême des hommes d'Etat, l'idole chérie du public, un magicien qui escamote les conséquences des erreurs humaines... »

La mystique du crédit a trop souvent voilé les réalités économiques, qu'il importe pourtant essentiellement au législateur de ne pas perdre de vue, s'il ne veut pas bâtir l'édifice économique sur le sable..

Ces réalités quelles sont-elles ? D'abord, le crédit, qui suppose la confiance, exige le redressement de la moralité en général et de la moralité dans les affaires en particulier. En second lieu, le crédit, s'il concourt à coup sûr au développement des richesses, en mettant au service des initiatives privées des moyens d'action, n'est pas, lui-même, créateur d'une richesse particulière différente de celle que représente la créance de la somme prêtée, car, en définitive, le crédit permet surtout de gagner du temps.

En troisième lieu, la source du crédit ne peut être alimentée que par le développement de l'épargne ; par conséquent, toute politique qui tendrait à amenuiser les ressources des épargnants ou à étouffer l'esprit créateur des entrepreneurs privés est à écarter de tout programme économique constructif.

Ce sont ces vérités qu'il convient de garder présentes à l'esprit.

Par surcroît, il ne faut pas oublier, ainsi que l'a affirmé fortement le Conseil National économique, que, si l'extension du crédit à moyen terme, tel que le pratiquent, notamment, le Crédit Colonial et le Crédit National, est de nature à contribuer largement au développement de la production en général, il ne saurait avoir d'effets utiles qu'autant qu'un équilibre aussi exact que possible sera réalisé entre les besoins et les possibilités de la consommation et de la production elle-même.

Et le Conseil National économique de souligner, comme il l'a fait maintes fois, et fortement, dans d'autres rapports :  
« L'une des conditions essentielles de cet équilibre est la  
« pratique d'une politique de stabilité économique, d'amélioration des conditions de la production et de compression des prix ».



Ces problèmes capitaux ont été éclipsés par le problème primordial et vital de la défense de la Patrie. Mais après la conclusion de la paix, dans la France meurtrie se poseront à nouveau les problèmes de reconstitution des dommages, de rétablissement des activités privées, industrielles, commerciales et agricoles, en un mot, la restauration de l'équilibre économique douloureusement ébranlé par la guerre.

Il faudra consolider la Paix par l'organisation d'une vie nationale intense dans l'ordre nouveau pour lequel, il semble bien que l'on songe dès à présent, « à faire du neuf » à la lumière de l'expérience par trop chèrement acquise.

Dans ce concert des activités variées qui concourront à l'établissement de cette harmonie économique, l'institution du crédit colonial pour la France d'Outre-Mer et la Société

du Crédit National dans la métropole seront plus que jamais appelées à jouer et à développer, chacune dans leur sphère, par le service des prêts à moyen terme, notamment, le rôle très important que nous avons dégagé par ailleurs.

Le Crédit National, institution heureuse et féconde, continuera ainsi à apporter à l'édifice économique de notre Empire, une contribution active de premier plan pour la résurrection d'une France forte et unie ; toujours rayonnante et gardienne vigilante des principes de civilisation dont notre beau pays s'honore.

Vu et permis d'imprimer,  
*Le Recteur de l'Académie de Paris :*

ROUSSY.

*Vu : le Doyen,*  
C. RIPERT.

*Vu : le Président de Thèse,*  
Joseph BARTHÉLEMY.

## BIBLIOGRAPHIE

---

- 1<sup>o</sup> ALLIX. — *Traité de Science des Finances et de Législation Financière française* (1927).
- 2<sup>o</sup> AUBOYNEAU. — *Le Crédit à moyen terme*. Rapport au Conseil National Economique (1938).
- 3<sup>o</sup> L. BAUDIN. — *La réforme du Crédit* 1938.
- 4<sup>o</sup> J. BARTHELEMY. — *Le principe de la réparation intégrale des dommages causés par la guerre* (1915).
- 5<sup>o</sup> H. DEVILLEZ. — *Le problème du crédit*. Rapport au Conseil National économique 1938.
- 6<sup>o</sup> DUGUIT. — *Traité de Droit Constitutionnel*. Tome III (1923).
- 7<sup>o</sup> GERMAIN-MARTIN. — *Le problème du Crédit*. Paris 1919.
- 8<sup>o</sup> HAURIQU. — *Note sur le principe et l'étendue du droit à l'indemnité pour les victimes des dommages de guerre*.
- 9<sup>o</sup> JÈZE. — *Cours de sciences des Finances* 1925.
- 10<sup>o</sup> L. ROLLAND. — *La loi du 17 avril 1919*. *Revue de Droit Public* 1919.
- 11<sup>o</sup> TOULEMEON. — *La réparation des dommages de guerre*. Paris 1922.
- 12<sup>o</sup> Journal officiel de la République Française. Débats Parlementaires :
  - J. O. 11 octobre 1919
  - 25 décembre 1919
  - 22 novembre 1919
  - 21 novembre 1919
  - 23 février 1920

6 mars 1920  
24-25 mai 1920  
10 novembre 1920  
26-28 septembre 1921  
21 janvier 1922  
16 juin 1922  
9 janvier 1923  
28 mars 1924  
1<sup>er</sup> janvier 1925  
15 mars 1925  
14-16 et 19 juillet 1925  
13 novembre 1925  
10 décembre 1925  
28 février 1926  
23 mars 1926  
15 avril 1926  
3 et 6 avril 1927  
14 juillet 1928  
15 mai 1929  
20 avril 1930  
5 juin 1930  
28 février 1931  
19 février 1932  
1<sup>er</sup> septembre 1933  
5 juin 1934  
16 et 20 mai 1936  
1<sup>er</sup> septembre 1937  
20 octobre 1937  
9 novembre 1937  
1<sup>er</sup> janvier 1938

## TABLE DES MATIÈRES

---

|                    |   |
|--------------------|---|
| INTRODUCTION ..... | 5 |
|--------------------|---|

### TITRE 1<sup>er</sup>

#### DÈS DOMMAGES DE GUERRE AU CREDIT NATIONAL

|                                                                                            |    |
|--------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| CHAPITRE 1 <sup>er</sup> . — <i>Des secours précaires au droit aux réparations</i> .....   | 11 |
| § 1. — Un principe nouveau.....                                                            | 11 |
| § 2. — L'évolution de la responsabilité de l'Etat en matière<br>de dommages de guerre..... | 12 |
| § 3. — La consécration législative principe nouveau.....                                   | 18 |
| § 4. — L'économie de la loi fondamentale du 17 avril 1919                                  | 20 |
| § 5. — Un difficile problème.....                                                          | 23 |

### TITRE II

#### L'INSTITUTION DU CREDIT NATIONAL

|                                                                                     |    |
|-------------------------------------------------------------------------------------|----|
| CHAPITRE 1 <sup>er</sup> . — <i>La charte fondamentale de l'établissement</i> ..... | 27 |
| § 1. — Préliminaires .....                                                          | 27 |
| § 2. — Analyse de la Convention du 7 Juillet 1919.....                              | 29 |
| CHAPITRE II. — <i>Les Statuts du Crédit National</i> .....                          | 38 |
| § 1. — Les statuts originels.....                                                   | 38 |
| § 2. — Les modifications ultérieures apportées aux statuts..                        | 45 |
| CHAPITRE III. — <i>Le règlement intérieur du Crédit National</i> .....              | 55 |

### TITRE III

#### LE FONCTIONNEMENT DU CREDIT NATIONAL

|                                                                                      |    |
|--------------------------------------------------------------------------------------|----|
| CHAPITRE I. — <i>Le financement des paiements.....</i>                               | 63 |
| § 1. — Préliminaires .....                                                           | 63 |
| § 2. — Les émissions du Crédit National.....                                         | 66 |
| a) avec la garantie de l'Etat.....                                                   | 68 |
| b) sans la garantie de l'Etat.....                                                   | 79 |
| § 3. — Admission à la cote et cours moyen.....                                       | 83 |
| § 4. — Les moyens mis en œuvre par l'Etat contre les difficultés de financement..... | 83 |
| CHAPITRE II. — <i>La délivrance des titres et les paiements.....</i>                 | 89 |
| Analyse des Conventions des 5 février et 4 novembre 1920..                           | 91 |

### TITRE IV

#### L'EXTENSION DU ROLE DU CREDIT NATIONAL

|                                                                                                                                                                   |     |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| CHAPITRE I. — <i>La réparation des dommages causés par les orages et crues .....</i>                                                                              | 95  |
| § 1. — Analyse et commentaire des dispositions législatives                                                                                                       |     |
| CHAPITRE II. — <i>La réparation des dommages et les prêts pour la reprise économique dans les territoires de la France d'Outre-Mer. — Le Crédit Colonial.....</i> | 107 |
| CONCLUSION .....                                                                                                                                                  | 119 |
| BIBLIOGRAPHIE .....                                                                                                                                               | 129 |

Imp. M. REMONDIN  
13, Rue de Brébisson - Falaise

---

1941





